

# le prolétaire

M 2414 - 413 - 5F

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -  
Journal bimestriel - Un exemplaire:  
5FF, 30FB, 3FS, 3000Li  
- programme communiste -  
Revue théorique - Un exemplaire:  
25FF, 140FB, 10FS, 5000Li

- Il comunista -  
Journal bimestriel en italien  
Un exempl.: 10FF, 40 FB, 5FS, 2000Li  
- el programa comunista -  
Revue théorique en espagnol  
Un exempl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -  
**No 413**  
Novembre - Décembre  
1991

## LA REVOLUTION D'OCTOBRE

Pour la première fois cette année la Place Rouge de Moscou n'a connu aucune de ces obscènes manifestations de "commémoration" de la révolution d'Octobre, au cours desquelles autrefois les dignitaires du régime édifié sur le cadavre de la révolution et sur les os du prolétariat, venaient chercher la démonstration de leur puissance dans l'étalage de la force militaire de l'armée soviétique. La crise économique est passée par là; et en conséquence de la débandade économique, les remaniements et les déchirures politiques sont d'une telle ampleur que le souvenir d'Octobre, même complètement défiguré, n'est plus de mise. Les bourgeois et aspirants-bourgeois ont honte de leurs origines: seuls les fantômes de l'époque pré-révolutionnaire, de l'oppression tsariste et de l'obscurantisme Orthodoxe, ont cet hiver droit de cité à Moscou, la ville où, selon les gazettes, tout le monde est à la recherche désespérée de quelques dollars.

Mais c'est bien de Moscou et de Pétrograd, qu'il y a 74 ans, le prolétariat de Russie lança son défi au capitalisme mondial et son appel au combat de la classe ouvrière internationale. Et quoi qu'ils fassent, les bourgeois de Paris, de New-York ou de Moscou, ne pourront faire croire qu'il ne s'était alors rien passé; ils ne pourront éternellement cacher la portée de ces grandioses événements, première étape de ce qui aurait pu être la révolution internationale, et qui sont les précurseurs de la révolution communiste mondiale future.

L'immense portée de la révolution d'Octobre, les bolchéviks l'ont en quelque sorte illustrée par avance en exhumant la doctrine marxiste de l'Etat de la poussière où les réformistes l'avaient oubliée. Les commémorateurs-fossoyeurs d'aujourd'hui n'ont pas tout à fait oublié ce fait-là, aussi se donnent-ils beaucoup de mal pour effacer de la mémoire du prolétariat tout vestige des grands textes marxistes et de la leçon magistrale des luttes révolutionnaires. Les bolchéviks, eux, empruntèrent la même voie historique que les Communistes, celle que Marx et Engels avaient toujours préconisée avant, pendant et après la Commune de Paris, la voie maîtresse, la seule voie que les communistes reconnaissent, quels que soient leur pays et leur génération.

Ce n'est certainement pas par hasard que les Thèses d'avril assignent au Parti (qui doit redevenir lui-même en se dépouillant de sa "chemise sale") la tâche de redéfinir son programme, surtout en ce qui concerne "l'attitude envers l'Etat et notre revendication de "l'Etat-Commune". Il fallait que cela soit fait pour que disparaisse l'absurdité historique de la "dualité du pouvoir" et qu'enfin libéré du carcan de la phraséologie petite-bourgeoise grâce à l'influence décisive du Parti, le Soviet trouve la force de défier ouvertement la classe dominante, de proclamer non seulement: "Aucun appui au Gouvernement provisoire!", mais surtout: "A bas la République parlementaire!". Il le fallait pour que le Soviet accepte de devenir lui-même "le pouvoir unique de l'Etat", un pouvoir ne s'appuyant sur aucune loi, mais sur la "force armée des masses". Il devait alors devenir bien clair qu'il n'y avait pas à s'attarder un seul instant à l'espoir d'un passage graduel de la première étape à la seconde, qu'une telle évolution était exclue et qu'il s'agissait d'un bond qualitatif puisqu'il faut briser la machine de l'Etat bourgeois et en construire une autre - un Etat tout aussi dictatorial

(Suite en page 4)

## COMMUNISME ET "CATASTROPHISME"

La société que la classe dominante nous présente depuis qu'elle est au pouvoir devrait être une société en évolution, perfectible, réformable, adaptable aux diverses exigences sociales qui apparaissent sous la poussée des révolutions technologiques continues, des découvertes scientifiques incessantes, des relations toujours plus étroites et rapides entre les peuples et les nations grâce au commerce, à la diplomatie, aux accords économiques et politiques, etc. La société bourgeoise aurait dû

Malgré l'interminable série de crises économiques et sociales, malgré une très longue série de crises militaires et de guerre, malgré la dénonciation par les bourgeois eux-mêmes d'une situation économique et politique qui voue l'ensemble de la planète au désastre écologique et l'écrasante majorité de la population à la faim et à la misère; en dépit de tout cela, la propagande bourgeoise continue à présenter sa société comme éternelle, fondamentalement immuable et avec la possibilité de satisfaire les exigences de l'humanité, à condition que tout le système destiné à produire du profit travaille à plein régime. Etant donné que les mécanismes économiques liés au profit capitaliste produisent périodiquement des crises économiques, la solution résiderait dans la découverte des Chefs d'Etat, des Gouvernants, des Entrepreneurs animés d'un "volonté de paix" en même temps que d'une forte détermination, d'ouverture au dialogue" et d'aptitude à faire respecter les disciplines intangibles des lois économiques capitalistes, de "capacité de médiation" et de solide sens des affaires et de l'intérêt national. Et alors le Mal serait vaincu, ouvrant la voie

à un avenir meilleur ou, comme le dit le Pape, à une égale distribution des richesses.

Mais il en va bien autrement. Ce n'est pas la volonté des grands hommes d'Etat qui déterminent les situations; les lois du capital sont le produit d'un mode de production qui détermine les attitudes, les comportements, les modes, les relations sociales de toutes les classes. Il détermine les conditions sociales à travers lesquelles les classes dont l'existence et les privilèges découlent du capitalisme, maintiennent leur domination sur l'ensemble de la société, au delà des destins individuels de tel ou tel bourgeois.

C'est pourquoi jamais aucun grand "homme d'Etat", jamais aucun groupe d'experts, jamais aucune équipe de réformistes, ne pourront trouver une solution aux contradictions de la société bourgeoise, dont la principale réside dans l'antagonisme entre travail et capital pour l'extorsion de la plus-value.

La solution consiste dans le dépassement historique du fondement de la société bourgeoise, le mode de production capitaliste, en détruisant les éléments de base (capital, travail

être la société des droits et du civisme, de la justice et de la liberté, de la fraternité et de l'égalité.

Même un enfant peut se rendre compte que les choses ne se passent pas ainsi et personne n'imagine qu'elles puissent le devenir demain. Mais la société ne s'écroule ni ne dépérit pour autant; au contraire plus s'accumulent d'éléments de crise, sur le plan de l'économie, de l'environnement ou de la vie quotidienne, et plus cette société fait preuve de forces redoublées pour résister à son destin.

salarié, caractère de marchandise de tout produit et de l'individu lui-même, course folle au profit). Elle réside non dans une réforme de la société bourgeoise si radicale et égalitaire soit-elle, mais dans une profonde révolution d'abord politique; donc dans une lutte à mort contre la classe

(Suite en page 6)

### DANS CE NUMERO :

- Les millionnaires de Moscou
- Le trotskysme et la crise en URSS
- Le "communisme" des patrons s'appelle le capitalisme
- Solidarité avec Joël Lamy
- La crise économique mondiale à la racine des crises politiques et des affrontements sociaux en Afrique (2)
- Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde
- Algérie: le P.T., organisation de la petite-bourgeoisie

## Grève Renault : Le besoin de l'organisation de classe

Au terme de 22 jours de grève, les travailleurs de Renault-Cléon ont repris le travail sans avoir obtenu satisfaction sur leurs revendications (1500,- d'augmentation et une prime de 3300,-). L'accord conclu entre la direction et les syndicats prévoit en effet 224,- d'augmentation, ainsi qu'une prime de 1000,- et le retrait des menaces de licenciements contre certains "meneurs".

Cette grève avait pourtant été marquée par la détermination et la volonté des grévistes; les piquets de grève massifs mis en place dès le début du mouvement rassemblent plusieurs centaines de grévistes. De plus, la grève a éclaté sur un fond

C'est en théorie le rôle que les syndicats devraient assurer: mais c'est précisément ce qu'ils se refusent tous à faire. De même le bon accueil rencontré par les appels à la solidarité dans certaines usines de la région témoignait que les revendications des ouvriers de Renault-Cléon sont celles de tous les travailleurs. Le quotidien patronal "Les Echos" (29 oct. 1991) s'en inquiétait: "Si d'aventure la direction cédait à la "revendication des grévistes et acceptait, comme ils l'exigent de renégocier "les salaires de 1991 (...) elle donnerait le signal d'une cascade de demandes "de révision des accords paraphés cette "année à grand peine dans le secteur public (...). Les tensions salariales qui "paralyseraient les usines automobiles risquent de faire tâche d'huile!".

Mais la direction comme le gouvernement avait pleinement l'intention de tenir le "front des salaires". Contre la grève, elle a eu recours aux menaces et à l'intimidation: menaces de licenciement pour "trouble illicite du travail" contre 9 militants de la CGT, appels réitérés à l'intervention des CRS pour faire lever les piquets, campagne par lettre indivi-

duelle et pétitions contre les "extrémistes qui veulent mettre Renault à genoux", tentatives d'organiser des commandos anti-piquets, etc.

En même temps, la direction jouait le pourrissement de la grève, apparemment confiant qu'il n'y aurait pas d'extension de la grève. Au bout de 10 jours de grève, le gouvernement nommait un "conciliateur" - réclamé par les syndicats pressés d'être épaulés dans leur rôle de pompiers sociaux - afin "d'ouvrir des négociations". Mais il s'est avéré que le "conciliateur" reprenait toutes les positions de la direction et après le refus de la CGT et de la CFDT d'appeler à la levée des piquets, le "conciliateur" ne voyait "pas d'autres issues" que l'intervention de la police! De leur côté, les syndicats organisent ... une fête pour occuper les grévistes et "maintenir le moral". Tout en faisant ainsi du tapage publicitaire sur la grève, ils ne contribuent qu'à isoler la lutte. Ils ne cherchent pas l'extension du conflit ou la solidarité de classe auprès des autres travailleurs, mais plutôt la solidarité auprès des classes moyennes ("Nous sommes TOUS CONCERNES! Commerçants, artisans,

d'agitation dans de nombreuses usines du groupe: outre Céon, des débrayages avaient lieu en octobre à Douai et au Mans. Il semblait que le terrain soit favorable à une extension du mouvement à tout le groupe. Mais une extension ne peut arriver spontanément, surtout quand la direction met les travailleurs au chômage technique, donc les renvoie chez eux. Pour assurer une telle extension, il faut qu'au préalable existent des contacts organisés entre les différentes usines; il faut des délégations de grévistes, une coordination des représentants des ouvriers en lutte, bref une organisation de travailleurs au service de la lutte.

paysans, pour vendre, les gens doivent avoir les moyens d'acheter. Ne laissez pas une minorité étrangler notre région économiquement, REAGISSEZ!" - Extrait d'un appel à la solidarité financière de la CGT-CFDT), des acteurs en quête de popularité et des "personnalités" toujours attirées par les feux de la rampe.

L'intervention des CRS le 5 novembre à 3 heures et demie du matin, sonnait le glas du mouvement. La consigne de la CGT aux piquets était "laissez tomber, ne répondez pas aux provocations" ("Libération", (6 nov. 1991). Après la levée par la police des piquets sans aucune résistance, les syndicats se précipitaient pour négocier dans une "ambiance sereine" ("Le Monde", 7 nov. 1991), au point que beaucoup ont émis l'hypothèse qu'il y avait eu entente préalable entre gouvernement et CGT pour cette intervention policière et la reprise des négociations.

Pour la réformisme, il est toujours délicat de terminer une grève quand la mobilisation et la détermination tendent à s'essouffler...

(Suite en page 3)

# Les millionnaires de Moscou

Dans son n° du 21 juillet 91 l'hebdomadaire soviétique "Les Nouvelles de Moscou", de tendance "démocratique", a publié une enquête sur "Les millionnaires d'Union Soviétique".

L'hebdomadaire divise ces millionnaires (dont il estime le nombre probable à 2500 à Moscou) en "requins", "nouvelle vague" et "vieux loups". Les "requins" - 12% des personnes touchées par l'enquête - sont ceux qui sont issus de l'appareil d'Etat et du parti: "les bureaux des requins" se trouvent en général dans le centre, souvent dans les sièges des comités du parti ou du Komsomol (ainsi les luxueux bureaux du consortium "ASKO" se trouvent dans l'ancienne Ecole supérieure du Komsomol, et ceux d'une agence d'information dans le siège du CC du PCUS). (...) De nombreuses sociétés sont issues des centres de la création scientifique et technique des jeunes (NTTM). Le fameux groupe bancaire "MENATEP" a été créé par le comité du Komsomol de l'arrondissement Frouné, et a pour président l'ancien deuxième secrétaire du comité du PCUS de ce même arrondissement. (...) Lors du dernier congrès du Komsomol, Egor Ligatchev a été accueilli par des salves d'applaudissements, provoqués non par son discours en faveur du socialisme mais par sa vive résolution de défendre les facilités fiscales pour "l'économie du Komsomol". Ce groupe comprend également d'anciens gestionnaires membres de la nomenclatura des ministères et directeurs de grandes entreprises. Voici les derniers chiffres donnés lors d'une session du Soviet suprême de l'URSS: en 1991, il a été créé 126 consortiums, 54 groupes, 1500 associations qui ont accès à la propriété d'Etat dans le cadre des nouvelles structures commerciales".

Les processus économiques en cours dans l'ex-Union soviétique voient la naissance d'une nouvelle bourgeoisie privée. Non seulement la naissance de cette nouvelle bourgeoisie, qui ressemble comme une soeur aux bourgeoisies affairistes d'occident, n'est possible que sur la base de rapports de production déjà capitalistes, mais en outre une bonne partie de ces patrons privés vient directement des structures dites "socialistes": le Komsomol, c'est-à-dire les prétendues "Jeunes Communistes" est ainsi une des plus fécondes serres chaudes des nouveaux bourgeois. Et ne pourraient s'en étonner que ceux qui ont toujours refusé de voir que le Komsomol n'a jamais été autre chose que le vivier où le capitalisme d'Etat soviétique trouvait son personnel d'encadrement et de direction.

Les "Nouvelles de Moscou" interviewent un de ces "requins": "Aviez-vous des capitaux au départ de votre carrière d'homme d'affaires? (Réponse: - Non. (...) J'avais des relations, grâce à ma situation dans les organes du Komsomol et du parti. C'est plus important qu'un demi-million de capital statutaire". Sans le savoir, ce "requin" issu de feu le Parti Communiste de l'Union Soviétique illustre à merveille la thèse marxiste que nous avons ainsi définie: **"Le bourgeois arrivé à sa forme idéale se révèle alors dépouillé, sans propriété mobilière ou immobilière, sans argent, et surtout sans scrupules. Il n'investit ni ne risque plus rien qui soit à lui, et pourtant la masse des profits lui reste légalement entre les mains et donc le profit aussi. La propriété, il y a renoncé, ce qui lui procure pas mal d'autres avantages; et c'est sa position stratégique qui lui permet de les arracher. C'est une position sociale, historique et juridique, qui ne tombe qu'avec la révolution politique, prémisses de la révolution économique"**(1).

L'hebdomadaire moscovite se penche ensuite sur la "nouvelle vague", qu'il divise en deux générations; d'abord "les 40 ans": "c'est un groupe très hétérogène composé d'anciens ingénieurs, physiciens, biologistes, ou membres de professions libérales (...). Ces hommes d'affaires quadragénaires ont transformé, à la fin des années 70, la réfection d'appartements, la réparation de voitures ou la construction de datchas en un véritable secteur d'activités"; ensuite la génération des "20 à 30 ans": "cette catégorie, c'est-à-dire la génération suivante de jeunes commerçants n'ayant pas, le plus souvent, une "spécialisation" concrète au sens général du terme: ils ne produisent "rien", mais organisent "seulement" le travail des autres". Cette jeune génération est beaucoup plus sûre d'elle que les autres catégories et c'est parmi eux que s'est créé le "Club des jeunes millionnaires de Russie" très mal vu, car trop tapageur, par les autres nouveaux bourgeois, comme ceux qui fréquentent le "Club de l'élite du business" à Moscou.

L'existence de ces affairistes date-t-elle seulement de l'ère de la pérestroïka (ou de la fin de l'ère Brejnévienne)? Pour Les Nouvelles de Moscou, les millionnaires "ne datent pas d'aujourd'hui. Ils ont probablement toujours existé", la différence étant que depuis peu ils apparaissent de plus en plus au grand jour: "il y a environ un an et demi, ils ont cessé de craindre les autorités et ont sensiblement renforcé leurs rangs".

En fait foi l'existence de la troisième catégorie de millionnaires, "les vieux loups": "Ce sont des magnats de l'économie parallèle déjà agés, qui ont gagné depuis long temps leurs millions. Prudents, ils préfèrent continuer leurs activités dans le secteur d'Etat des biens de consommation, considérant la bourse et le consulting comme des enfantillages; d'après les récits de la "nouvelle vague", ce sont de grands talents, ils ont su créer leur "business" sous le vieux système, et il tourne bien jusqu'à présent!". Ces "vieux loups" sont issus de cette économie parallèle qui accompagnait l'économie officielle comme son ombre, y compris dans les périodes de triomphe apparent de la production planifiée. Déjà Staline à la fin de sa vie se plaignait de l'impossibilité à contrôler l'activité des petites entreprises; Kroutchev et ses successeurs ne cessèrent d'assouplir le carcan de la planification, en se contentant de tenir en lisière cette économie parallèle qui jouait un rôle économique et social non négligeable (certaines estimations ont été jusqu'à l'évaluer à près de 30% de la production du pays) en palliant aux "insuffisances" du plan. Incapable d'éradiquer une économie parallèle dont les racines plongeaient au cœur des rapports économiques capitalistes de l'URSS, l'administration étatique était condamnée au travail de Sisyphe de lutter contre ses effets perturbateurs et parasitaires toujours renaissants.

Au cours des dernières années la crise économique a durement frappé la plupart des secteurs de l'économie, obligeant un Etat exsangue à soutenir à bout de bras une économie qui a fini par l'entraîner dans sa faillite. La seule réponse à la crise, en URSS comme dans tous les pays qui ont appuyé leur développement sur l'intervention de l'Etat dans l'économie, est pour cet Etat, de se débarrasser des "branches mortes" afin que puissent vivre et se développer les pousses capitalistes les plus vivaces. Mais ce que les crises économiques faisaient "naturellement" à l'époque de Marx, à savoir dévaloriser le capital en surnombre par les faillites d'entreprise, pour que se reconstitue, pour le capital survivant, un taux de profit suffisant à l'enclenchement d'un nouveau cycle d'accumulation, ce processus doit être de nos jours consciemment réalisé par l'Etat-patron, soit sous la forme des "restructurations" qu'on ont connues la sidérurgie ou le charbon français; soit, pour les Etats qui n'ont pas les moyens de se payer des "plans" aussi coûteux, en confiant à la jungle du marché le plus sauvage le soin de faire disparaître les entreprises désétatisées les moins rentables: Dieu-capital reconnaîtra les siens! C'est ce qu'on appelle la "thérapie de choc", le prolétariat étant, évidemment, la première victime de ce "choc". **"La société bourgeoise moderne, qui a fait surgir de si puissants moyens de production et d'échange, ressemble à un magicien qui ne sait plus dominer les puissances infernales qu'il a évoquées. Depuis des dizaines d'années, l'histoire de l'industrie et du commerce n'est autre chose que l'histoire de la révolte des forces productives modernes contre les rapports modernes de production, contre le régime de propriété qui conditionne l'existence de la société bourgeoise. Chaque crise détruit régulièrement non seulement une masse de produits déjà créés, mais encore une grande partie des forces productives déjà existantes elles-mêmes. Une épidémie qui, à tout autre époque, eût semblé une absurdité, s'abat sur la société- l'épidémie de la surproduction. La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée; on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination lui ont coupé tous ses moyens de subsistance; l'industrie et le commerce semblent anéantis."**

(...) - **Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises? D'un côté, en détruisant par la violence une masse de forces productives; de l'autre en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond les anciens. A quoi cela aboutit-il? A préparer des crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir."**

Cette description du "Manifeste" de 1848 est parfaitement valable pour les Etats-Unis de 1929, pour le Brésil, la Pologne ou la Russie d'aujourd'hui, pour tous les Etats bourgeois de demain lorsque la crise ne pourra plus y être amortie et différée. Pour revenir à l'ex-URSS, les réformes à venir, la grande liquidation des industries d'Etat, vont être l'occasion d'une grande bataille économique et sociale qui déterminera les contours de la nouvelle bourgeoisie. "Au départ, nous dit un des millionnaires interviewés, l'ancienne nomenclatura l'emporte certainement. Mais l'économie de marché va tout remettre en place. Si quelqu'un s'est accaparé la propriété d'Etat mais ne sait pas faire profiter le capital, je le dépasserai tôt ou tard".

L'échec du coup d'Etat du mois d'août a accéléré les évolutions; les prudents "vieux loups" ont tenu un "Congrès des entrepreneurs de la première génération" (sic!) et ils ont constitué un consortium au capital

de 2,4 milliards de roubles qui serait la plus importante des firmes privées du pays. Selon "Les Nouvelles de Moscou" du 29/10, qui publie le chiffre d'affaires de ce consortium dans 16 secteurs d'activité (des cabinets de massage à l'élevage d'animaux à fourrure) avec le montant des pots-de-vin et leur répartition (44% aux organes du parti, 22% aux organes de contrôle, 18% aux députés du peuple, 16% à la police et aux organes de lutte contre le détournement de la propriété socialiste...), le président de ces hommes d'affaires plaide pour la légalisation de leurs activités; contre "la vague de chaos qui déferle sur le pays" ils se disent prêts "à faire monter cette vague contraire, à investir des capitaux privés, à apporter une assistance matérielle et pratique aux exploitations individuelles et entreprises privées qui naissent".

Ces entrepreneurs ont raison: l'argent n'a pas d'odeur; dans tous les pays la bourgeoisie est née du gangstérisme, dont elle

n'a jamais renié les méthodes, même après s'être emparée du pouvoir d'Etat. Et à tout prendre les margoulins de l'économie parallèle ne sont pas pires que les "honnêtes" caïds de l'économie d'Etat qui doivent leur position à l'écrasement sanglant du prolétariat et des masses déshéritées de l'URSS.

Les nouveaux bourgeois parvenus seront sans pitié pour les prolétaires; mais le grand avantage est qu'ils ne pourront plus camoufler ou justifier l'exploitation capitaliste par des mensonges "socialistes". Et à l'exploitation à visage découvert, à la misère grandissante, répondra tôt ou tard la lutte ouverte, de classe, des prolétaires. Comme le disait encore "Le Manifeste": **avant tout la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables.**

(1)cf notre texte "Propriété et capital", chapitre "Le capital financier".

## Le trotskysme et la crise en URSS

**"Ce n'est pas le communisme, mais le stalinisme qui a fait faillite à Moscou"** Voilà quel est en général l'attitude des groupes trotskystes sur les événements d'Union soviétique. Mais le stalinisme, qu'est-ce que c'est? Les trotskystes se rappellent que selon le marxisme il ne peut exister de formation sociale intermédiaire entre la société capitaliste et la société socialiste; mais ils sont cependant obligés d'en créer une - "l'Etat ouvrier dégénéré" avec la "caste bureaucratique" comme nouvelle classe dirigeante - car selon eux, les pays de l'ancien "camp socialiste" n'étaient plus capitalistes, tout en n'étant pas vraiment socialistes. "Lutte Ouvrière" nous dit par exemple (dans "Lutte de classe" n°40, été 91): "L'Union soviétique a aujourd'hui des capacités productives sans commune mesure avec celles de ses débuts où tout était à créer. (...) Mais ce ne sont pas les mêmes dirigeants et ils n'incarnent pas les mêmes intérêts de classe. (...) Par ses prélèvements croissants sur le revenu national, la bureaucratie n'a pas seulement privé les masses ouvrières du bénéfice des progrès de l'économie planifiée. Elle est devenue un frein formidable pour ces progrès eux-mêmes. (...) Reste le fait que (...) les privilèges de la bureaucratie stalinienne ont émergé en parasitant l'industrie étatisée et l'économie planifiée, c'est-à-dire sur la base de celle-ci. Mais depuis leur émergence la bureaucratie et sa gestion ont été des facteurs de désorganisation au sein de l'économie planifiée. Par l'opacité que la bureaucratie introduit dans la gestion de l'économie (...). Par le refus de tout contrôle par en bas (...). Par le fait que les choix économiques des gestionnaires bureaucratiques sont inspirés par les intérêts de leur caste et non pas par ceux de la société, quand ils n'ont pas été inspirés, dans le passé, par les lubies d'un dictateur en place. (...)".

Les trotskystes prennent soin de parler de "caste", mais ils reconnaissent que celle-ci a des intérêts de classe différents de ceux du reste de la "société".

En fait, pour le marxisme toute bureaucratie est la bureaucratie d'un mode de production: les fonctionnaires sont au service d'un Etat de classe particulier, ce sont pas eux qui "choisissent" le cours de la société (et encore moins un dictateur fou); L'existence et le rôle des fonctionnaires (et ceux du dictateur) sont déterminés par le mode de production en vigueur et les rapports de force entre les classes. La question est donc de savoir quel est le mode de production en URSS, quels sont les rapports entre les classes, quels sont les intérêts de classe que sert la bureaucratie?

Les trotskystes se refusent à envisager ce type de question et préfèrent mettre l'accent sur le caractère "parasitaire" de la bureaucratie dans laquelle ils voient une opposition d'intérêts à l'économie d'Etat, dite "ouvrière".

Nous reprenons ici la réponse que nous faisons il y a 35 ans aux trotskystes qui voyaient dans les réformes kroutchéviennes, déjà la mort du stalinisme:

"Il ne vient pas à l'esprit des pseudo-marxistes du trotskysme international que les lamentations émises par le Comité central du PCUS et le gouvernement de Moscou vis-à-vis de la pieuvre bureaucratique sont l'expression impersonnelle de l'exigence de réduire les obstacles bureaucratiques interposés entre les entreprises et le marché. Amateurs de littérature politique, occupés en permanence aux compétitions de partis et ne réussissant jamais à être des marxistes, les trotskystes ne peuvent comprendre qu'en régime de production marchande - cas indéniable de la Russie - la pire forme de gestion des entreprises est la gestion étatique, donc précisément la gestion bureaucratique. L'étatisme, la gestion étatique des entreprises, est une mesure ex-

trême de sauvetage d'entreprises capitalistes chancelantes (voir le cas de l'I.R.I. en Italie et, plus récemment, des nationalisations britanniques); il peut être aussi au plan historique, un aspect de la lutte du capitalisme naissant contre l'environnement féodal ou semi-féodal. En parcourant les siècles nous trouvons d'innombrables exemples d'entreprises capitalistes d'Etat dans l'histoire des Communes et des Républiques maritimes du Moyen-Age italien, véritables îles capitalistes et bourgeoisies au sein de la "mare magnum" du féodalisme dominant. Pour les mêmes raisons de classe, en raison des exigences de la lutte contre le semi-féodalisme interne et contre l'impérialisme occidental, la révolution capitaliste russe, arrivée aujourd'hui aux grattes-ciel et à la bombe H, a dû se mouvoir sur la voie de l'étatisme. Ce n'est pas une chose étrange, ni une chose nouvelle, qu'en arrivant à l'âge adulte, le capitalisme russe tende à modérer le bureaucratisme.

Dans l'économie capitaliste, présente partout où existent la division par entreprises de l'appareil productif et le salariat, la meilleure forme de gestion des entreprises, l'optimum du fonctionnement de la production, est atteint par la propriété et la gestion privées. L'intervention de l'Etat dans la gestion des entreprises, phénomène ultra-répandu dans la géographie et l'histoire du capitalisme, tend comme le montrent les exemples cités de l'I.R.I. et des nationalisations britanniques, à assainir des situations de faillite, ou en tout cas anormales, afin de préserver la conservation du mode de production capitaliste. Dans la mesure où il arrive souvent que les dépenses de l'entreprise nationalisée dépassent ses entrées (la différence étant comblée par les subventions étatiques), l'entreprise d'Etat est dans une certaine mesure une dérogation aux lois fondamentales de l'économie capitaliste; ce qui ne cause d'ailleurs aucun tort aux intérêts de la classe dominante tant que l'Etat est entre les mains des partis bourgeois. Pour les mêmes raisons, mais en fonction de buts diamétralement opposés, l'Etat ouvrier nationalisera les entreprises en révoquant les entrepreneurs privés; il le fera précisément parce que le communisme est l'antithèse historique de l'économie d'entreprises capitaliste, et la dictature ouvrière un instrument indispensable pour briser l'organisation d'entreprise.

Qui veut conserver la division par entreprises de l'appareil productif - et par entreprise on entend l'unité économique qui se base sur le bilan financier des entrées et des sorties -, doit, s'il est cohérent, promouvoir l'entreprise privée, n'acceptant l'étatisme que comme dernière extrémité; mais qui prétend tout nationaliser, tout en conservant l'organisation par entreprises, ne

(Suite en page 4)

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926 Directeur - gérant : Dessus. Versements: timbres poste, mandat ou chèque à l'ordre de : Dessus. Abonnement au prolétaire: 50 FF / 200FB / 30 FS / 15000 Li. Abonnement de soutien: 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. "Programme Communiste" (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / € 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et CDN: \$ 4 / 450 Pts. Abonnement: le prix de 4 numéros. Abonnement de soutien: 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / € 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et CDN: US \$ 35. "Il Comunisti", le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. Abonnement: 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. Abonnement de soutien: 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. "El Programa Comunista", le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et CDN: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. Prix de soutien, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et CDN: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. IMPRIME PAR NOS SOINS

# Le besoin de l'organisation de classe

(Suite de la page 1)

Afin de faire pression, ou en tout cas de mieux contrôler la CGT locale, qui comporte un nombre non négligeable de "gauchistes", une délégation de dirigeants de la CGT, Viannet en tête est venue à ce moment critique à Cléon. Ils ont aussi tenu un meeting pour dire qu'au nom de la démocratie les travailleurs de Cléon devaient seuls décider ce qu'ils avaient à faire. En clair cela signifiait qu'ils ne devaient pas compter sur la CGT pour les encourager et appuyer tout développement et toute extension de la lutte, alors même qu'à cet instant Renault-Le Mans était en grève.

Le protocole d'accord entre les syndicats et la direction était cependant repoussé par les grévistes, malgré le forcing syndical: 807 voix pour la poursuite de la grève, 717 pour la reprise du travail.

En dépit du fait qu'ils avaient assuré qu'ils respecteraient le résultat du vote, la CGT et la CFDT appelaient à la reprise du travail.

CGT ET CFDT CASSENT LA GREVE AVEC L'APPUI DE LA LCR

Pour se justifier d'une telle décision, l'argumentation des syndicats était que seuls 1500 grévistes avaient participé au vote sur les 3000 travailleurs en lutte, que la majorité pour la grève n'était donc pas suffisante, et que le rapport de force n'était plus en faveur de la grève. Il est fort possible que les travailleurs n'aient plus eu la force de poursuivre leur mouvement et d'affronter une pression patronale redoublée devant les signes de fatigue. Mais à qui la faute ? Le problème n'est pas de faire du jusqu'au-boutisme, de "continuer la grève jusqu'au mardi suivant" comme l'écrit Lutte Ouvrière ("L.O.", 15 nov. 1991). Le problème est qu'au moment décisif "le moral n'existait plus pour braver la décision de la CGT", comme l'écrit encore L.O.

Mais le "moral" n'est pas une chose qui tombe du ciel, c'est le sentiment de la force qui est donnée par une véritable organisation des travailleurs et par la certitude d'être soutenu à tous les niveaux par cette organisation et l'extension qu'elle construit de la lutte (et aussi par une popularisation efficace auprès des travailleurs d'autres secteurs).

La CGT, ultra majoritaire dans l'usine, n'est pas cette organisation, en dépit de ses allures combattives données par la présence de la LCR en son sein. La LCR a d'ailleurs bien du mal à assumer son alignement derrière l'appareil et ses appels à la reprise du travail: "Fallait-il que la section CGT, malgré le vote des grévistes, appelle à la reprise? Nous ne le pensons pas (...). Comment une section syndicale qui a fait des pas en avant dans la conduite démocratique des conflits est-elle amenée à contourner (sic!) un vote des grévistes?" écrit un rédacteur de la LCR dans "Rouge" no 1470, alors que dans l'article voisin, le dirigeant local de la LCR justifie son attitude.

Comment? Mais tout naturellement, bien sûr: la LCR avait à choisir entre rompre avec les grévistes ou rompre avec l'appareil de la CGT, et elle a choisi son camp! C'est à petite échelle, une illustration du suivisme fondamental de la dite "extrême-gauche" qui se camoufle derrière "l'unité" avec le réformisme. C'est pour les mettre au pied du mur et le démasquer prétendaient autrefois les "gauchistes"; mais en fait de mise au pied du mur, ce sont les "gauchistes" qui sont concernés en se montrant pour se qu'ils sont: une version de gauche du réformisme.

Et les opposants au sein de la LCR n'avancent semble-t-il que des arguments du type "respect de la démocratie ouvrière", ne pas donner "prise à une campagne nationale sur le thème "la CGT-Cléon

"casse la grève", alors que tous les "travailleurs savaient que la section locale CGT défendait leurs intérêts et sentaient instinctivement (sic!) qu'elle suivait une autre politique que la Con-fédération" ("Rouge", no 1471).

Ce qu'il nous faut espérer au contraire, c'est que les travailleurs auront compris, après en avoir fait l'amère expérience, la vraie nature de la politique de la CGT et de sa fraction "gauchiste".

Mais pour éviter à l'avenir une répétition de cette amère expérience, il ne suffit pas de faire la critique du PCF, de la CGT et de la LCR. Il faut en tirer la conclusion de la nécessité pour les travailleurs de se doter d'une organisation indépendante, y compris pour la lutte immédiate, en rupture avec les orientations du collaborationnisme syndical et politique, renouant avec les méthodes et les principes de lutte de classe. Il ne suffit pas de parler d'Assemblées Générales, de Comités de grève (comme le fait la LCR, après la grève): il faut qu'existe une force authentiquement prolétarienne qui soit capable de disputer au collaborationnisme la direction de la lutte et de combattre son influence pernicieuse et démocratique auprès des travailleurs. Sinon toutes les A.G. et tous les comités de grève - la "démocratie ouvrière" - ne serviront pas à développer la mobilisation par la participation active des grévistes à la lutte, mais se réduiront à être de simples caisses de résonance aux appareils de la collaboration de classe.

## Le "communisme des patrons", cela s'appelle le capitalisme !

( Tract diffusé par nos camarades en Italie )

Prolétaires, camarades, Là où il y a capital et travail salarié, marchandises et argent, commerce et profit, nous sommes purement et simplement en présence du capitalisme.

La société capitaliste est divisée en classes historiquement antagonistes; la classe bourgeoise est l'expression directe du système du capital; en défendant ses propres intérêts, elle défend ce système contre les intérêts des classes laborieuses et prolétariennes.

Le travail salarié est la seule source de la richesse sociale et de la plus-value que la classe dominante s'approprie dictatorialement en organisant son Etat, sa police, ses prisons. Sans travail salarié le capital n'existerait pas; sans exploitation du travail salarié il ne pourrait y avoir de domination de la classe bourgeoise.

Les "démocraties populaires" à l'Est, le régime du PCUS en Union Soviétique - comme celui des PC en Chine ou à Cuba - ont représenté une forme de domination bourgeoise avec lequel le capitalisme international s'est assuré de nouvelles décennies d'exploitation du travail salarié au niveau mondial. Le mouvement prolétarien international, après la victoire révolutionnaire en Russie, avait dans les années Vingt pour la première fois donné l'as-

saut à la domination bourgeoise dans tous les pays.

Les renégats du marxisme et les forces de l'opportunisme réformiste international, combinant leur action anti-prolétarienne et anti-communiste avec les forces militaires et répressives des bourgeoisies impérialistes, ont joué un rôle déterminant pour la victoire de la contre-révolution bourgeoise dans le monde entier.

Et ce sont ces renégats et ces forces qui ont constitué le personnel politique des régimes faussement appelés "communistes".

Prolétaires, camarades,

La grande terreur de la révolution communiste prolétarienne éprouvée par les classes bourgeoises durant les années 1917-26, unie à la défaite du mouvement prolétarien, ont poussé les bourgeois à s'approprier la terminologie, les symboles, les drapeaux du prolétariat révolutionnaire pour les tourner contre celui-ci pendant des décennies.

L'écroulement du PCUS et des démocraties populaires ne représente pas la faillite du communisme, qui fût battu politiquement dans la guerre des classes et qui ne fut jamais mis en oeuvre du point de vue économique; il représente au contraire la faillite des régimes bourgeois devenus incapables à la concurrence entre Etats bourgeois dans une situation de crises économiques et sociales continuelles qui périodiquement frappent le système capitaliste.

## Correspondance Solidarité avec Joël Lamy !

Nous avons déjà parlé à plusieurs reprises dans ces colonnes de la grève chez Rufa (Caen) et de ses suites: un travailleur du comité de soutien était poursuivi pour "coups et blessures" envers un policier. Il s'agissait en fait de faire un exemple en condamnant un "meneur" connu pour sa combativité. Nous publions ci-dessous le tract diffusé par le "Collectif non-syndiqués et les camarades de Joël" et nous appelons nos lecteurs à manifester leur solidarité à ce dernier.

La cour de cassation de Caen vient de confirmer la décision de la Cour d'Appel: 6 mois de PRISON FERME; - 200 à 300.000 F D'AMENDE, contre un travailleur membre d'un collectif de Travailleurs non syndiqués ayant apporté un soutien actif aux grévistes de chez Rufa.

dans le même temps, la justice a justifié par une ordonnance de non-lieu, les coups portés par la police

lors du procès du 15 mai 90, le fils de l'inculpé ayant été blessé.

Il ne s'agit pas de Roumanie ou d'un quelconque pays de l'Est. Il s'agit tout simplement d'un procès en France, suite à la longue grève des travailleurs de chez Rufa (5 mois et demi en 88-89); durant cette grève les travailleurs avaient fait preuve d'initiatives intéressantes: tels les piquets de grève armés de nuit pour se protéger contre toute agression (nous ne l'oublions pas, jamais les responsables des agressions de chez Moulinex à Cormeilles-le-Royal, ainsi qu'Isigny n'ont été inquiétés par la justice); telle l'auto-organisation des grévistes face à la CGT et CFDT, d'ailleurs comme le traduisent quotidiennement si bien les ministres concernés et les journalistes, "les syndicats ne contrôlent plus leurs troupes", c'est-à-dire qu'ils situent les syndicats réformistes comme protecteurs de l'Etat capitaliste et aussi comme freins à toute émancipation. Cette auto-organisation a été soutenue par un collectif de non-syndiqués et la CNT.

Si le gouvernement socialiste a décidé de s'attaquer à une seule personne, c'est qu'il n'aime pas les structures de lutte anti-consensus et anti-capitalistes.

Au moment où le capitalisme libéral voudrait apparaître comme solution à la plus grande partie de la planète, ce système bât de l'aile.

A l'époque du capitalisme d'Etat

Prolétaires, camarades,

Le communisme est l'avenir de l'espèce humaine, quand celle-ci ne sera plus socialement divisée en classes, plus soumise à la domination de la classe bourgeoise et à l'exploitation d'une classe dominante toutes les autres, plus dépendante de la production de marchandises, du profit, de rapports de production dans lesquels une mince partie des hommes s'empare de toutes les richesses sociales, alors que la grande majorité de la population humaine est expropriée de tout, jusque de sa vie physique et intellectuelle.

Le communisme est historiquement le dépassement définitif de la société capitaliste dans laquelle les travailleurs salariés sont réduits à l'état de véritables esclaves du capital, de l'argent, de la marchandise, du marché. Il est le dépassement définitif de la société divisée en classes opposées et en proie à des crises et des guerres toujours plus terribles. Le communisme est la fin définitive de toute propriété privée, de tout individualisme, de tout antagonisme de races et de nations, de toute dégénérescence sociale et de tout rapport humain fondé sur la violence et la répression d'une partie de la société par l'autre partie.

Economiquement, le communisme mettra fin complètement aux rapports de production capitalistes qui exproprient les travailleurs de ce qu'ils produisent, au bénéfice des capitalistes; il en finira avec ce système qui ne produit que pour le profit et qu'en fonction du marché, au lieu de produire pour les besoins réels de l'humanité.

Prolétaires, camarades,

Pour atteindre ce résultat historique, la lutte de classe doit retrouver sa place au centre des antagonismes sociaux, avec l'union des prolétaires de tous les pays contre la bourgeoisie pour renverser ses Etats et mettre fin à sa domination.

Pour s'opposer à cet affrontement historique, les classes dominantes falsifient la réalité des rapports sociaux, répriment tous ceux qui tendent à se révolter.

Cet affrontement historique ne pourra être conjuré ni par la soi-disant "co-existence pacifique" entre les classes et les Etats, ni par une "nouvel ordre mondial" préparé pour le proche avenir par les grandes Démocraties.

Le communisme, en tant que théorie de la révolution redeviendra le guide des masses ouvrières du monde parce que le prolétariat, poussé à se révolter contre des conditions de vie et de travail toujours plus insupportables, entrera en lutte contre le bague capitaliste, donc contre la bourgeoisie dominante et contre toutes les couches qui tirent leurs privilèges de l'exploitation du travail salarié.

La classe bourgeoise apparaît aujourd'hui invincible, comme le paraissaient autrefois l'aristocratie et le clergé. Mais plus s'approchera le moment de rendre des comptes et plus les bourgeois de tous les pays s'allieront pour échapper à leur condamnation.

Ils n'y réussiront pas; le prolétariat, et le communisme avec lui, triomphera.

déjà importante tant au niveau national qu'international.

Beaucoup attendent le déclin qui pourra permettre d'affronter et de renverser le système actuel pour acquérir une vie meilleure.

-SOLIDARITE CONTRE LA REPRESSION!  
-AUTO-ORGANISATION ET REGROUPEMENT DES LUTTES SUR DES BASES ANTI-CAPITALISTES  
-PARTAGE DU TRAVAIL ET DES RICHESSES  
-ABSTENTION AUX PROCHAINES ELECTIONS  
RENVOI DES CARTES D'ELECTEURS

(Pour toute solidarité financière: Joël LAMY, Chemin du Pont Chalan, 14210 BARON-sur-ODON

Pour compléter ces informations, nous publions ci-dessous des extraits de la déclaration de J. L. devant le tribunal de Caen.

(...) Parce que je pense que le système dans lequel je vis est source de misère, d'exploitation, d'écrasement des peuples, qu'il entretient toutes formes de terrorisme d'Etat, de guerres et autres, je lutte contre. Je suis convaincu que ceux qui possèdent les privilèges ne sont pas prêts à céder beaucoup. La violence sous toutes ses formes est leur force, nous devons donc nous préparer à réagir face à cette violence.

Actuellement, en tant que travailleurs, nous sommes acculés, repliés, écrasés, mais cette situation ne durera pas.

C'est aussi sur cette base que j'ai soutenu de tout mon cœur les camarades de chez Rufa pour leur volonté d'en découdre avec une certaine monotonie de lutte.

(Suite en page 4)

### CORRESPONDANCE:

POUR LA FRANCE : Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon

POUR LA SUISSE : Editions Programme, 12 rue du Pont, 1003 Lausanne

POUR L'ITALIE : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

# LA REVOLUTION D'OCTOBRE

(Suite de la page 1)

que l'ancien, mais de nature prolétarienne; un Etat de classe, tout comme l'Etat bourgeois, mais dédaignant de dissimuler sa nature, contrairement à ce dernier; un Etat destiné à réprimer la classe ennemie, tout comme l'Etat bourgeois l'a toujours fait sans en convenir jamais de bon gré, alors que les prolétaires le feront et le diront.

Mais, suggèrent les jongleurs de la "Culture", ce bond - l'insurrection armée et l'exercice dictatorial du pouvoir, c'est-à-dire la suppression de la "démocratie pure" des bourgeois -, n'a-t-il pas été imposé à la Russie par ses particularités historiques, géographiques, voire même raciales? La Russie, n'est-ce pas... c'est la Russie; pourquoi ne pourrait-on emprunter une autre voie? Eh bien non! En ce mois de lutte intense, où l'histoire met implacablement le Comité central bolchevique en demeure de prendre ses responsabilités (1), **L'Etat et la Révolution** répond à cette question d'une manière définitive: 1) "L'Etat bourgeois ne peut céder la place à l'Etat prolétarien (à la dictature du prolétariat) par voie d'extinction", mais seulement, en règle générale, par une révolution violente" (2); 2) "La doctrine de la lutte des classes appliquée par Marx à l'Etat et à la révolution socialiste, même nécessairement à la reconnaissance de la domination politique du prolétariat, de sa dictature, c'est-à-dire d'un pouvoir qu'il ne partage avec personne et qui s'appuie directement sur la force armée des masses. L'Etat, c'est-à-dire le prolétariat organisé en classe dominante", cette théorie de Marx est indissolublement liée à toute sa doctrine sur le rôle révolutionnaire du prolétariat dans l'histoire. **L'aboutissement de ce rôle, c'est la dictature prolétarienne, la domination politique du prolétariat.** Mais si le prolétariat a besoin de l'Etat en tant qu'organisation spéciale de la violence contre la bourgeoisie, une question s'impose: une telle organisation est-elle concevable sans que soit au préalable détruite, démolie, la machine d'Etat que la bourgeoisie a créée pour elle-même?" (3); 3) "Ceux-là seuls ont assimilé la doctrine de Marx sur l'Etat, qui ont compris que la dictature d'une classe est nécessaire non seulement pour toute société de classes en général, non seulement pour le prolétariat qui aura renversé la bourgeoisie, mais encore pour toute la période historique qui sépare le capitalisme de la "société sans classes", du communisme. Les formes d'Etat bourgeois sont extrêmement variées, mais leur essence est une: en dernière analyse, tous ces Etats sont, d'une manière ou d'une autre, mais nécessairement, **une dictature de la bourgeoisie.** Le passage du capitalisme au communisme ne peut évidemment manquer de fournir une grande abondance et une large diversité de formes politiques, mais leur essence sera nécessairement une: **la dictature du prolétariat**" (4).

La revendication de la dictature du prolétariat "pour toute une époque historique", loin d'être une prétention subjective de cette classe, n'est que la traduction

d'une exigence objective dans la mesure où bourgeoisie et prolétariat sont les seuls protagonistes du drame historique contemporain:

"La domination de la bourgeoisie ne peut être renversée que par le prolétariat, classe distincte que ses conditions économiques d'existence préparent à ce renversement, et à qui elles offrent la possibilité et la force de l'accomplir. Tandis que la bourgeoisie fractionne et dissémine la paysannerie et toutes les couches petites-bourgeoises, elle groupe, unit et organise le prolétariat. Etant donné le rôle économique qu'il joue dans la grande production, le prolétariat est seul capable d'être le guide de toutes les masses laborieuses et exploitées que, souvent, la bourgeoisie exploite, opprime et écrase non pas moins, mais plus que les prolétaires, et qui sont incapables d'une lutte indépendante pour leur affranchissement... Le prolétariat a besoin du pouvoir d'Etat, d'une organisation centralisée de la force, d'une organisation de la violence, aussi bien pour réprimer la résistance des exploités que pour diriger la grande masse de la population - paysannerie, petite-bourgeoisie, semi-prolétaires - dans la "mise en place" de l'économie socialiste"(5).

Ce passage est capital. Toute l'expérience des mois qui précèdent Octobre montre en effet que la petite-bourgeoisie freine nécessairement le mouvement ascendant de la révolution. C'est sous son influence insidieuse que le Soviet "seule forme possible de gouvernement révolutionnaire", reculait depuis février devant la tâche que lui confiait l'histoire: prendre et exercer tout le pouvoir, sans le partager avec qui que ce soit. Et cette expérience a une valeur générale, c'est une donnée de "mécanique sociale" destinée à jouer partout, le danger écueil qui menace toute révolution communiste. "Après l'expérience de juillet 1917, c'est précisément le prolétariat révolutionnaire qui doit prendre le pouvoir: hors de là pas de victoire possible pour la révolution"(6), avait écrit Lénine quelques mois auparavant en montrant que si les communistes restaient "partisans d'un Etat bâti sur le type des Soviets", il ne pouvait s'agir "des Soviets d'aujourd'hui, (de) ces organes d'entente avec la bourgeoisie", mais "d'organes de la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie" qui surgiraient de la nouvelle révolution. En vertu de cette nécessité de "diriger" dictatorialement les masses, Octobre, ce sera la prise totalitaire et violente du pouvoir par le Parti s'appuyant sur la force armée de la classe ouvrière; la liquidation de toute fiction démocratique et parlementaire, avec le boycottage du Parlement d'abord, la dissolution de l'Assemblée constituante ensuite; l'intervention despotique dans l'économie et la construction d'une armée sur les ruines de l'armée démocratico-tsariste. Exemplaire en cela aussi, la main qui écrivait alors **L'Etat et la Révolution** laissera la brochure inachevée pour saisir le gouvernail de l'insurrection: il aurait été vain d'avoir tracé la voie révolutionnaire dans des textes théoriques pour ne pas l'emprunter, le moment venu, dans la réalité de la lutte des classes! Vainqueur ou vaincu, c'est par le combat que l'on prépare l'avenir (7). Janvier 1918: "Certes, la victoire définitive du socialisme est impossible dans un seul pays"

de l'objectif lui-même - qui nous semble hors de portée dans le rapport de forces actuel - , la méthode préconisée pour l'obtenir est plus que critiquable. Nous ne pensons pas que le comité s'imaginerait pouvoir contraindre Mitterrand à user de son droit de grâce par un déluge de pétitions. La situation politique et sociale n'est pas telle que le gouvernement veuille s'attirer les bonnes grâces de la classe ouvrière en faisant un geste en faveur d'un travailleur combattif. Elle le pousse plutôt à multiplier les gestes en faveur des patrons, à montrer un visage répressif. Peut-être les militants du comité pensent-ils que cette campagne de signatures et d'envois est un bon moyen de populariser l'affaire et qu'elle peut servir ainsi de base à une campagne de solidarité plus effective; mais cette initiative tend plutôt à renforcer les habitudes, les réflexes, inculqués et entretenus parmi les travailleurs et la population en général par toutes les organisations pacifistes, démocratiques, de collaboration des classes. Perpétuellement engagés dans des campagnes de pétitions, dans des opérations de "sensibilisation" de "l'opinion publique" en général, ces gens-là voudraient bien faire croire qu'il est possible d'obtenir des résultats en s'adressant à la "conscience" des Autorités, en utilisant les méthodes de la non-violence, du pacifisme, de la démocratie, bref en évitant toute lutte des travailleurs.

Reprendre ces méthodes est en contradiction directe avec les leçons justement tirées par le comité, de la grève de chez Ruffa: lutte directe, auto-organisation des travailleurs, etc. C'est à notre avis en continuant dans cette voie-là, plutôt qu'en ayant recours aux méthodes du pacifisme social, que la campagne de solidarité peut être fructueuse et avoir un sens.

(héritiers du stalinisme, frémissez!), mais voilà ce qui est possible: "L'exemple vivant, l'action commencée dans un pays quelconque, est plus efficace que toutes les proclamations et toutes les conférences; c'est ce qui enthousiasme les masses laborieuses de tous les pays"(8). Juillet 1918, alors que l'incendie de la guerre civile jette ses premières lueurs: "Accédant au pouvoir en tant que parti communiste prolétarien alors que la bourgeoisie capitaliste maintenait encore sa domination dans les autres pays, notre devoir le plus urgent était, je le répète, de maintenir ce pouvoir, ce flambeau du socialisme, afin qu'il puisse lancer le plus d'étincelles possible sur l'incendie grandissant de la révolution mondiale"(9).

Tel est l'enseignement d'Octobre! (...) Hégémonie du prolétariat - hégémonie du Parti. Les deux termes sont inséparables, de même que dans le Manifeste "l'organisation du prolétariat en classe dominante" est inconcevable sans "l'organisation du prolétariat en classe et donc en Parti".

L'histoire d'Octobre est celle de deux processus inverses dont les points de contact sont autant de heurts sanglants. Tandis que les masses s'écartent du Gouvernement provisoire, désertent le front, se heurtent dans la rue aux forces de l'ordre, poussent à l'insurrection, exigent le pouvoir à coups de fusil et non par des bulletins de vote, les partis qui se réclament de la classe ouvrière mais qui reflètent les hésitations, la covardise, la servilité de la petite-bourgeoisie, s'alignent l'un après l'autre sur le front de la démocratie parlementaire et de la guerre; inversement, le Parti qui depuis avril proclame l'urgence de briser ce front maudit et agit effectivement pour la conquête du pouvoir au nom "du prolétariat et des couches pauvres de la paysannerie", apparaît de plus en plus sur la scène politique et sociale comme le Parti unique de la révolution et de la dictature. Après l'épreuve de force de la dissolution de l'Assemblée constituante, il ne reste plus à ce Parti qu'un dernier allié possible: les socialistes-révolutionnaires de gauche. La paix de Brest Litovsk brisera ce dernier lien, et dans la guerre civile, jusqu'à Cronstadt et au-delà, le pouvoir prolétarien se heurtera à chaque pas aux résurgences démocratiques, populaires, centrifuges ou anarchistes des anciens groupes ou partis et les balaira dans sa marche en avant.

Cette "décantation" des forces politiques et sociales n'était pas un fait nouveau. Dans leur étude des luttes de classes en France et en Allemagne, Marx et Engels avaient déjà montré, pour l'édification du prolétariat révolutionnaire et de son Parti, qu'il était inévitable que les groupes et les partis défendant les classes intermédiaires et incarnant les intérêts économiques, les habitudes et l'idéologie passent progressivement à l'ennemi. La grandeur des bolchéviks réside justement dans ce que, pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier, ils ont tiré de cette dure leçon négative, une force active, un facteur de victoire. Laisant les morts enterrer les morts, ils acceptèrent, magnifiquement seuls, la responsabilité du pouvoir; rien ne pouvait les faire hésiter, même pas l'indécision et les "scrupules démocratiques" de certains de leurs camarades (des camarades au long passé de militants communistes) qui reculèrent devant ce "saut dans l'inconnu" qu'était l'insurrection, même pas les désertions inévitables; ils ne furent nullement pris au dépourvu, passèrent outre et ouvrirent consciemment l'ère de la dictature du Parti au nom de la classe. Les énergies prolétariennes saines s'étaient dégagées du magma composite des forces sociales; c'est la nécessité historique qui fit de la révolution d'un seul Parti: l'hégémonie du prolétariat ne pouvait pas ne pas se traduire par l'hégémonie du Parti qui en était tout à la fois la conscience théorique, la volonté organisée, l'organe de la conquête et l'exercice du pouvoir. Et ce fut la victoire.

( extrait de "BILAN D'UNE REVOLUTION" )

- (1) "Le succès de la révolution russe et de la révolution mondiale dépend de deux ou trois jours de lutte", Lénine, *Conseils d'un absent* (8-21/10/17), O.C., Tome 26, p.184.
- (2) O.C., Tome 25, p.433.
- (3) O.C., Tome 25, p.437-438.
- (4) O.C., Tome 25, p.446.
- (5) O.C., Tome 25, p.437.
- (6) *A propos des mots d'ordres*, O.C., Tome 25, pp.204-205.
- (7) La rédaction du VIIe chapitre de l'Etat et de la Révolution, "L'expérience des révolutions russes de 1905 et 1907", n'est pas allée au-delà du titre, mais "il est plus agréable et plus utile de faire l'expérience d'une révolution que d'écrire à son sujet" dira Lénine en guise de justification. Ajoutons que nous laissons aux philistins l'idée que l'oeuvre littéraire ou de chef révolutionnaire de Lénine appartient à un "homme", à un "individu exceptionnel"; pour nous un Lénine, par-delà ses dons personnels, était et reste l'arme d'une classe et d'un Parti, et c'est le plus grand hommage qu'on puisse lui rendre.
- (8) *Rapport sur l'activité du Conseil des commissaires du peuple au IIIe Congrès des Soviets* (24/1/1918), O.C., Tome 26, p.492.
- (9) *Discours à la séance commune du C.E.C.* (29/7/1918), O.C., Tome 28, p.19.

## LE TROTSKYISME ET L'URSS (Suite de la page 2)

fait rien d'autre que de conserver le capitalisme, en aggravant tous ses aspects parasitaires, constitués précisément par le vampirisme paralysant de la bureaucratie d'Etat. Le gouvernement russe, qui est le gendarme d'un mode de production fondé sur la division en entreprises et le travail salarié, pour obtenir des rendements productifs plus élevés, doit nécessairement alléger les contrôles bureaucratiques sur la production et, en conséquence, concéder une plus grande autonomie d'action aux directions des entreprises." ("Il Programma Comunista" n°19/1954)

Les trotskystes voient l'essence du capitalisme dans le mode de propriété et la gestion des entreprises; c'est pourquoi ils dénoncent les dénationalisations, les privatisations, décidées par la bureaucratie-qui-trahit-les-conquêtes-d'Octobre, comme une restauration du capitalisme. Et les plus cohérents parmi les trotskystes, comme les "spartacistes" (L.T.F.), ont appelé à soutenir - de façon critique, bien sûr! - les putschistes du mois d'août, pour les mêmes raisons qu'ils avaient soutenu le coup d'Etat de Jaruzelski en Pologne: la défense de l'économie planifiée et de l'Etat ouvrier... Incapables de reconnaître le capitalisme sous sa forme étatique, ils sont inévitablement conduits à se mettre au service d'une de ses fractions contre les autres, ce qui revient à se mettre au service du capitalisme contre le prolétariat.

## Sélection d'articles parus dans les derniers numéros du "prolétaire", à propos de l'URSS et des pays de l'Est européen

**No 412 (août-septembre-octobre 1991) :**

- A Moscou, la crise économique attise les affrontements entre fractions bourgeoises
- Aperçu de la situation économique de l'URSS
- De Kroutchev à Gorbatchev: l'inévitable confession de la nature capitaliste de l'URSS
- Phases de la transformation économique de l'URSS après 1917
- Yougoslavie: Solidarité et unité de tous les prolétaires contre toutes les forces bourgeoises démocratiques et nationalistes!

- Salut aux mineurs roumains!

**No 406 (mai-juin 1990) :**

- Europe de l'Est : après l'ivresse, la gueule de bois
- No 405 (mars-avril 1990) :**
- La grève des mineurs en URSS et le difficile chemin de la reprise de la lutte de classe
- Ce n'est pas encore le coeur prolétarien qui bat à Berlin Est
- La fin de l'après-guerre

**No 404 (déc. 1989 / janvier-février 1990) :**

- L'Europe de l'Est se démocratise pour stabiliser la domination du capital
- Roumanie: la chute du tyran ne change pas la nature de l'Etat
- No 403 (octobre-novembre 1989) :**
- Grève des mineurs en URSS
- No 402 (juillet-août-sept. 1989) :**
- Yougoslavie: contre le nationalisme, contre le chauvinisme, contre le racisme, pour l'unité de classe
- La classe ouvrière et la question nationale en URSS
- No 400 (février-mars-avril 1989) :**
- Les tensions nationales démontrent la nature capitaliste de l'URSS
- No 398 (octobre-novembre 1988) :**
- Réhabilitations démocratiques en URSS
- No 397 (juillet-août-septembre 1988) :**
- Pologne: du puissant mouvement de 1980 à la chausse-trappe démocratique de l'Union Nationale
- No 395 (février-mars-avril 1988) :**
- Les héritiers du "socialisme dans un seul pays" sont les piliers de la conservation capitaliste dans le monde
- No 391 (mai-juin 1987) :**
- Les prolétaires yougoslaves à l'honneur!
- No 372 (avril-mai 1983) :**
- La crise frappe aussi à l'Est (2)
- No 371 (mars-avril 1983) :**
- La crise frappe aussi à l'Est (1)
- 1922 - 1982 : 60 ème anniversaire de la Constitution de l'URSS. La lutte à mort de Lénine contre le chauvinisme "grand russe" (2)
- No 370 (février-mars 1983) :**
- 1922 - 1982 : 60 ème anniversaire de la Constitution de l'URSS. La lutte à mort de Lénine contre le chauvinisme "grand russe" (1)

## Joël Lamy !

(Suite de la page 3)

Face à toutes les provocations, ils ont su répondre avec sang-froid, allant jusqu'à armer les piquets de nuit pour éviter toute agression extérieure.

Car votre justice n'a jamais rien fait contre les briseurs de grève; nous avons encore en souvenir l'action d'un commando chez Moulinex durant une grève, ainsi qu'à Isigny-sur-mer.

Votre justice est une justice de classe qui ne condamne que ceux qui subissent l'exploitation.

Dans le conflit Ruffa, en tant que collectif de non-syndiqués, nous avons contribué à la popularisation sur les marchés, dans les grandes surfaces, dans les usines, ainsi qu'à toutes les formes de collectes, pour permettre aux travailleurs, à leurs familles, de se nourrir. Ce qui nous a permis d'avoir de bon contacts avec l'ensemble des grévistes tout au long du conflit.

Je ne vois pas en quoi je pourrais être considéré comme un casseur. Les seuls casseurs sont ceux qui sont envoyés contre les grévistes par vos tribunaux pour libérer la production, comme vous l'avez fait lors de l'intervention à la SAR, faisant plusieurs blessés chez les grévistes.

Les casseurs sont aussi ceux qui préfèrent casser l'outil de production plutôt que de céder aux revendications des travailleurs, comme Ruffa l'a fait à la préfabrication en licenciant 46 travailleurs grévistes. (...)

Le comité de soutien a par ailleurs décidé de lancer une campagne pour l'amnistie de Joël Lamy et il fait signer à cet effet des cartes postales à envoyer à Mitterrand. Indépendamment du problème

# La crise économique mondiale à la racine des crises politiques et des affrontements sociaux en Afrique (2)

Dans l'article précédent (voir "LE PROLETAIRE" No 411) nous avons rapidement esquissé un cadre d'ensemble de la situation de crise économique de l'Afrique, ou plutôt, des répercussions de la crise économique mondiale du capitalisme sur un continent qui, en règle générale, exporte des matières premières et des "produits de base" nécessaires aux économies industrielles, et en importe les produits manufacturés dont il a besoin.

Le ralentissement de l'économie mondiale a provoqué la chute des prix des matières premières et donc la chute de la principale ressource de recettes pour les économies africaines; le recours à l'emprunt international ici comme ailleurs a permis d'éviter le choc brutal et immédiat de la crise - et il a permis aussi et surtout d'éviter que l'économie mondiale se grippe tout-à-fait par la fermeture en cascade des marchés. Mais la reprise économique vigoureuse espérée par les économistes bourgeois pour résorber en douceur cet endettement n'est jamais venue; et la dette est devenue pour les pays hypocritement dits "en voie de développement" un fardeau supplémentaire et un nouveau facteur de difficultés économiques et sociales.

Les bourgeois des pays lourdement endettés protestent contre cette dette, de même que les capitalistes industriels - pas les banquiers - des pays prêteurs; par exemple le Conseil des Investisseurs Français en Afrique Noire préconisait en 1988 dans un "plan d'urgence" comme mesures essentielles, la réduction au maximum de la dette et un soutien aux cours des produits de base exportés par l'Afrique (voir "Jeune Afrique Economie" No 121, juillet 89); remarquons à ce propos que contrairement à ce que prétend le tiers-mondisme petit-bourgeois à la suite des bourgeois, la "dette immonde" n'est pas la cause principale des misères et des souffrances des masses déshéritées des pays de la "périphérie" capitaliste. Le résultat de l'endettement est en effet qu'une partie de la plus-value extorquée aux prolétaires et aux masses laborieuses de ces pays revient dans la poche des banquiers occidentaux au lieu de rester dans celle des bourgeois locaux: ces derniers sont donc aussi "victimes" de la dette; et c'est la raison pour laquelle les forces bourgeoises "patriotiquement" utilisent (ou inspirent) les manifestations anti-impérialistes contre la dette comme une heureuse diversion à la lutte anti-capitaliste, alors même que les capitalistes locaux s'ingénient à faire payer la dette aux masses. Les prolétaires doivent donc refuser de participer à ces campagnes inter-classistes pour être vite à même d'engager le combat contre "leur" capitalisme, "leur" bourgeoisie et "leur" Etat: l'objectif ne doit pas être que les bourgeois locaux, camouflés derrière les slogans sur l'économie "nationale", puissent jouir de toute la plus-value et de tout le profit pompé aux travailleurs, avec l'humble espoir qu'ils en abandonnent quelques miettes aux masses laborieuses: les prolétaires n'ont pas à se mobiliser pour déterminer quel sera leur maître. Leur objectif doit être l'expropriation totale de la classe bourgeoise, la fin du capitalisme par la révolution communiste-révolution qui ne peut être définitivement victorieuse qu'en se généralisant au niveau mondial par la lutte solidaire des prolétaires de tous les pays, impérialistes ou dominés.

Aussi loin que puisse paraître aujourd'hui cet objectif, il sert néanmoins dès aujourd'hui à tracer des orientations programmatiques et des lignes d'action en nette rupture avec les orientations nationalistes, populistes, démocratiques, en un mot inter-classistes des courants bourgeois et petits-bourgeois qui dominent la scène politique depuis les indépendances. La réconciliation définitive des derniers rejetons des grandes batailles anti-coloniales avec l'ordre établi, national et mondial, ouvre historiquement la possibilité d'une action indépendante de la classe ouvrière et corrélativement la possibilité et la nécessité de la constitution de noyaux prolétaires qui puissent dans le futur la mener à la victoire - à la condition qu'ils sachent tirer de l'étude du passé la conclusion que la clé de la victoire de classe réside dans l'abandon du vieux programme nationaliste-révolutionnaire et son remplacement par le programme communiste.

Face aux troubles sociaux la bourgeoisie et l'impérialisme préparent, parfois jusque dans les moindres détails, une relève "démocratique" afin que le système capitaliste sorte indemne de l'épreuve et que soit préservée et même renforcée la solidité de l'Etat bourgeois.

Au sommet franco-africain de La Baule en juin 90, Mitterrand avait annoncé la nouvelle politique de l'impérialisme tricolore: la démocratisation des régimes africains (voir "Le Prol." No 407). Les médias ont unanimement salué cette nouvelle "doctrine" comme la fin des ingérences françaises dans les affaires intérieures des pays africains et la reconnaissance enfin que les intérêts des "peuples" doivent passer avant ceux des "dictateurs". En plus, s'émerveillait la gauche démocratique impérialiste, c'est la meilleure façon de défendre les intérêts "véritables" de la France, trop souvent négligés ou mis en danger par une conception affairiste des relations avec les anciennes colonies. Le social-impérialisme propage toujours cette illusion qu'il peut exister un commerce "honnête", "mutuellement avantageux", synonyme de "coopération entre les peuples" qui permettrait d'échapper à la triste réalité des rapports impérialistes tout en conservant le capitalisme. Mais ce n'est que l'application au domaine des relations entre les Etats des gémissements impuissants des réformistes en faveur d'un capitalisme épuré de ses "mauvais côtés": injustice, exploitation, misère, guerre...

Cette pieuse imagerie a pu alors être confortée par le refus de se porter au secours du régime tchadien de Hissène Habré (la grande presse en a profité pour "découvrir" que ce dernier était un tortionnaire et un dictateur sanglant). Les dernières interventions militaires, en collaboration avec la Belgique au Rwanda et au Zaïre, ou purement françaises au Togo et à Djibouti, ont montré aux plus aveugles en dépit du grossier prétexte "humanitaire", ce que valaient ces déclarations de non-ingérence. Mais il n'est de pires aveugles que ceux qui ne veulent pas voir: nous pouvons prévoir que la presse et les médias français continueront à prétendre que la politique de Paris n'est plus dictée que par les bons sentiments...

Les "démocratisations" en cours dans le "pré carré" des anciennes colonies sont en fait directement l'oeuvre de Paris, comme nous l'avons déjà montré dans le cas exemplaire du Bénin ou celui laborieux de la Côte d'Ivoire (voir "L'Afrique de l'Ouest en ébullition", "Le Prol." No 406). Doté d'une vision plus globale et plus générale que les gouvernements locaux, possédant une expérience historique bien plus riche sur la façon de répondre aux troubles sociaux, disposant d'une marge de manoeuvre incomparablement plus grande, l'impérialisme est capable de surmonter ou de sacrifier les intérêts particuliers et contingents du personnel dirigeant les Etats locaux pour mieux préserver l'intérêt bourgeois dans son ensemble. Devant la détérioration de la situation sociale, l'éclatement des mécontentements, il s'est ingéré peut-être davantage encore si c'est possible, dans les affaires intérieures des différents pays pour y installer la soupape de sécurité de "Conférences nationales" regroupant toutes les forces politiques, et pousser à l'instauration du multipartisme et de gouvernements d'union nationale. C'est fondamentalement la même attitude que celle qu'avait eue l'impérialisme américain en poussant au "tournant démocratique" en Amérique Latine (voir "Le sens de la démocratisation en Amérique Latine", "Le Prol." No 382).

Cette démocratisation ne se fait pas partout facilement et sans heurts; parfois les opposants bourgeois et petits-bourgeois, impatientes de recevoir une part du gâteau ou inquiets de n'avoir rien de tangible à fournir aux masses en colère, reprochent à l'impérialisme de ne pas intervenir assez fort en faveur de cette démocratisation et pour les installer au pouvoir: ainsi au Zaïre où les opposants de "l'Union sacrée", divisés par leurs propres ambitions, craignent davantage la population de Kinshasa que les foudres de Mobutu; ainsi à Madagascar où le comité des "Forces vives" se demande combien de temps il pourra maintenir pacifique, non-violente, bref inoffensive, la protestation de la population; ainsi au Togo, où les "démocrates" sont coincés entre les exactions de la soldatesque qui défend ses privilèges et ceux de son ethnisme, et la pression des jeunes et de la population pour en finir avec les compromis. Mais l'impérialisme prend bien soin à éviter toute "déstabilisation", c'est-à-dire à affaiblir pour les beaux yeux de démocrates qui n'ont pas fait leurs preuves de leurs capacités de contrôle social, l'appareil d'Etat et ses forces de répression. C'est la raison pour laquelle Paris est pour le maintien à la tête de l'Etat de Ratsiraka à Madagascar, de Mobutu au Zaïre,

d'Eyadema au Togo, etc.

Dans des pays comme le Cameroun ou la Côte d'Ivoire, le gouvernement se sent suffisamment solide pour ne concéder qu'une démocratisation des plus superficielles. Au Cameroun en particulier le gouvernement ne veut pas céder à l'opposition; chaque semaine ou presque voit son lot de manifestations réprimées dans le sang aux quatre coins du pays. En définitive l'opération "villes mortes" lancée par l'opposition n'aura abouti qu'au quasi-ralliement au pouvoir d'une partie de cette opposition. Plus de 200 victimes sont tombées pour que la clique de profiteurs au pouvoir s'enrichisse de quelques vautours supplémentaires... Beau résultat du pacifisme démocratique!

Mais c'est au Mali en mars de cette année que les choses ont failli mal tourner pour les bourgeois et les impérialistes.

L'incapacité du régime militaire de Moussa Traoré à organiser à temps une "démocratisation" pour désamorcer le mécontentement et son recours au contraire à une répression féroce précipitèrent l'explosion. Fin Mars le gouvernement répondait à l'agitation qui se développait chez les lycéens et les étudiants à l'approche du Congrès du parti officiel en faisant tirer sur les jeunes manifestants (1). La sauvagerie de la répression mettait le feu aux poudres: des émeutes éclataient à Bamako et dans d'autres villes; des immeubles de la finance internationale (Banque Mondiale, B.I.R.D., C.C.C.E. française) étaient attaqués et parfois brûlés, ainsi que des bâtiments administratifs, des propriétés de personnalités du régime; les émeutiers ont fait justice de dirigeants particulièrement haïs qui leur étaient tombés sous la main. Devant ces scènes de soulèvement et alors que les démocrates bourgeois de l'opposition en étaient à chercher encore un compromis avec Traoré, l'armée, avec l'accord de Paris, prenait l'initiative de se "révolter" et d'arrêter le gouvernement. En se présentant ainsi comme les tombeurs de Traoré, les militaires voulaient faire oublier leur responsabilité dans ce régime et dans la répression; mais ils avaient surtout pour but de désamorcer l'action violente, directe des masses contre les structures de l'Etat capitaliste. Etant donné la situation de grande faiblesse de la classe ouvrière, d'absence de tradition de lutte de classe et l'absence de forces révolutionnaires classistes, ces émeutes ne pouvaient déboucher sur une véritable révolution prolétarienne.

Mais elles fournissent quand même de précieuses leçons et un exemple enthousiasmant pour tous les prolétaires de la région: en quelques jours de lutte ouverte, en dépit d'un rapport de forces apparemment totalement défavorable, les masses exploitées ont plus obtenu, y compris sur le plan de la satisfaction des besoins les plus immédiats, que par toutes les tentatives de démocratisation et de multipartisme négociées avec le pouvoir, ou par les actions non-violentes et respectueuses de la légalité qui se soldent par des tueries de manifestants désarmés. Les "pillages" tant décriés ont permis de nourrir la population: "le pillage des magasins des collaborateurs du régime" et des entrepôts aura en tout cas mis provisoirement à l'abri de la disette la population de Ségou. Les stocks de nourriture volés se sont en effet revendus huit à dix fois moins cher que le prix habituel. Comme le résume avec philosophie un chômeur: "on est tranquille au moins jusqu'au prochain hivernage, en novembre" écrivait "Le Monde" (29 / 3 / 91) à propos d'une ville de province. A la suite de mutineries, les prisonniers qui dans leur grande majorité appartiennent comme partout aux classes déshéritées, les véritables voleurs étant au gouvernement, purent s'échapper après des mutineries. Le nouveau gouvernement a promis une augmentation de 100% des salaires des fonctionnaires (50% au 1er juin, 50% au 1er novembre) alors que les 2 jours de grève générale organisées en début par le syndicat officiel n'avaient évidemment eu aucun résultat. De même les allocations familiales ont été augmentées de 1000% (de 150 à 1500FG par enfant et par mois); et ces augmentations seront financées par... la diminution des salaires des ministres et la diminution du "train de vie de l'Etat" (lire: les avantages de fonction pour les hauts fonctionnaires). Cela donne bien la mesure de la trouille des dirigeants!

De plus la répression sanglante dont le bilan final sera de 112 morts et 822 blessés - à coups de mitrailleuses

de grenades, de lance-flammes même, a été incapable de sauver le régime face aux masses exploitées à en finir avec lui. Et c'est la crainte de ces mêmes masses qui, en dernière analyse, a conduit l'impérialisme à sacrifier son fidèle serviteur, l'armée à changer de camp, et, après la chute du gouvernement, l'opposition et les militaires unis à appeler au calme, et le syndicat à arrêter la grève générale illimitée qu'il avait été contraint à appeler.

\* \* \* \*

Cette démonstration de la puissance de l'action directe des travailleurs et des masses exploitées ne doit pas être perdue car elle indique la seule voie sûre pour résister au capitalisme et à l'impérialisme. Contre les risques de l'incendie social, les bourgeois installent le pare-feu de la démocratisation et du multipartisme. Mais c'est le cours lui-même du système capitaliste mondial qui accumule les charges explosives des antagonismes de classe, qui crée ainsi les conditions objectives de la future révolution prolétarienne internationale. Les conditions objectives, elles, seront données par la reconstitution d'une force révolutionnaire internationale. Les conditions subjectives, elles, seront données par la reconstitution d'une force révolutionnaire internationale, c'est-à-dire du parti communiste mondial, capable de diriger la lutte prolétarienne, d'unir les rangs de la classe ouvrière par delà les frontières, et de transformer chaque explosion de colère des exploités en point d'appui pour le développement de la révolution anti-capitaliste.

Les petits-bourgeois, même déguisés en révolutionnaires, ne rêvent que de démocratie "véritable", de développement économique "national" et "d'égalité entre les peuples". Les communistes authentiques mettent eux au premier plan l'indépendance de classe du prolétariat, le développement de la lutte de classe, la démolition des mensonges de "l'unité nationale", de la "démocratie", de "l'union populaire". Leur solidarité ne va pas à des pays ou à des "peuples" mal définis, mais à la classe des exploités en lutte contre la bourgeoisie; leur mot d'ordre c'est l'inter-nationalisme prolétarien, l'union des prolétaires de tous les pays.

Dans les pays impérialistes cela implique la dénonciation constante et la lutte permanente contre toutes les interventions impérialistes et à plus forte raison quand elles sont militaires; la dénonciation et la lutte constante contre toutes les discriminations, mauvais traitements envers les prolétaires étrangers, contre tous les préjugés racistes, les campagnes patriotiques et chauvines qui préparent la classe ouvrière à soutenir la bourgeoisie et l'Etat impérialiste; la rupture de la paix sociale et de l'union entre les classes; en un mot le retour à la lutte de classe ouverte. C'est la voie de la véritable solidarité envers nos frères de classe exploités et opprimés dans tous les pays, par "notre" impérialisme y compris. C'est la voie de la révolution communiste mondiale!

(1) La presse française a feint de découvrir la brutalité du régime de Traoré, pour qui elle n'a pas eu de mots assez durs. Mais pour le compte de qui celui-ci avait-il en 1968 renversé Modibo Keita? Et n'a-t-il pas donné de nombreux exemples de répression brutale pendant ces années? En 1980 la répression contre les étudiants et les enseignants avait fait une quinzaine de morts. Moussa Traoré avait alors déclaré: "ce ne sont pas des enfants qui nous feront partir; ou alors ils partiront définitivement avant nous". 11 ans plus tard, il a mis une nouvelle fois en pratique cette maxime qui n'avait pas alors ému grand monde en France.

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ  
LA PRESSE INTERNATIONALE DU PARTI !

"LE PROLETAIRE"  
"PROGRAMME COMMUNISTE"  
"IL COMUNISTA"  
"EL PROGRAMA COMUNISTA"

ABONNEZ-VOUS, RE-ABONNEZ-  
VOUS, SOUSCRIVEZ !

# COMMUNISME ET "CATASTROPHISME"

( Suite de la page 1 )

dominante, dans la destruction violente de l'Etat bourgeois, dans l'instauration de la dictature du prolétariat pour empêcher la restauration du pouvoir politique de la bourgeoisie et pour introduire les mesures politiques, économiques et sociales qui pourront assurer, cette fois pour de bon un avenir à l'espèce humaine, c'est-à-dire le communisme.

## L'AVENIR QUE LES BOURGEOIS IMAGINENT

Aujourd'hui même ceux qui avaient fait confiance à la fable du capitalisme à visage humain ne croient plus que cette société puisse changer radicalement. Les mythes de la société d'abondance, de l'Etat-providence, du travail pour tous et de l'amélioration des conditions de travail, de la paix entre les nations, etc., ont misérablement disparu sous les coups de ceux qui les avaient propagés, une fois qu'ils ont accédé au pouvoir.

Les partis bourgeois et les diverses institutions étatiques, para-étatiques, religieuses ou sociales qui pendant des décennies ont offert des illusions et des miettes aux prolétaires et aux jeunes générations, ne peuvent plus compter comme avant sur la possibilité de concéder quelques compensations contre la détérioration des conditions de travail, les sacrifices toujours plus importants et une dépendance toujours plus forte vis-à-vis des moindres exigences de l'économie nationale ou de l'entreprise. Leur besoin de changer de langage, de symboles, de formes d'organisation, de se situer différemment par rapport aux classes laborieuses, de se "réinventer" ou de se "refonder" est un **besoin de conservation sociale**: le besoin d'une plus grande cohésion entre les classes, c'est-à-dire d'une plus grande soumission de toutes les composantes de la classe prolétarienne aux exigences du système économique et social capitaliste. Plus ils perdent d'influence sur les ouvriers - cette partie de la classe prolétarienne directement liée à la production - plus ils ont besoin de les assiéger par la mobilisation de toutes les couches bourgeoises et petites-bourgeoises de la société pour les faire trimer dix fois plus afin d'alimenter une foule proliférante de parasites et de sangsues toujours plus voraces.

Le fait que les mythes de la "société de consommation" se soient écroulés et le fait que le réformisme d'hier, lié à la période d'expansion économique et attaché aux faux régimes communistes, ait perdu beaucoup de son influence, n'impliquent pas la diffusion d'un sentiment révolutionnaire qui pousserait les forces saines de la société à la lutte contre le capitalisme. Et cela ne signifie pas que la tâche de diffuser dans le prolétariat les positions communistes révolutionnaires soit devenue plus facile par la démonstration pratique de l'inefficacité des mesures adoptées continuellement par les gouvernements contre les crises et ses conséquences sociales.

Le fait qu'il soit clair à beaucoup que les réformes et les mesures ne résolvent en rien les problèmes quotidiens des masses prolétariennes - et des couches de la petite-bourgeoisie jetée dans la prolétarianisation par la crise - ne suffit pas à déchaîner automatiquement la révolte, la lutte de classe et sa réorganisation.

En vérité, en l'absence d'un pôle social et politique effectivement et efficacement opposé à la classe dominante et à la société capitaliste - c'est-à-dire en l'absence du pôle prolétarien communiste révolutionnaire - la tendance à la conservation sociale influence de façon déterminante les comportements sociaux des classes laborieuses. Et elle le fait même si s'accroît l'aggravation des contradictions sociales, la concurrence entre les groupes sociaux et les nations, mais aussi entre prolétaires nationaux et immigrés; même si augmentent les heurts et affrontements entre groupes sociaux et entre nations. Elle domine même si cela signifie pousser les comportements à l'individualisme le plus effrené, au corporatisme le plus obtus, au mépris de la vie (des autres et de la sienne), à la délinquance et au crime pour la survie personnelle de l'individu.

"Je pense d'abord à moi avant de penser aux autres": l'individu seul contre tous, voilà où mène

le développement de la société bourgeoise!

Sur ce point les Etats-Unis d'Amérique dament le pion à tous les autres et depuis longtemps. Comme ils se flattent avec raison de donner à tous les pays l'image de leur avenir, il est normal que l'Europe ait voulu rattrapper les Etats-Unis en matière de racisme, d'accidents de la route, de pauvreté, de meurtres sans raison, de catastrophes en tous genres. Les médias sont remplis chaque jour de nouvelles de ce genre, au point de provoquer une véritable accoutumance aux crimes, aux morts et aux horreurs en tous genres; ces faits sont considérés comme "normaux" ou "inévitables": "il en a toujours été ainsi et il en sera toujours ainsi", voilà quelle est la conclusion banale du plus grand penseur bourgeois ou du plus obtus des boutiquiers.

La société dans sa course folle au profit produit à jet continu la tendance des individus à dominer les autres, à conquérir des privilèges par rapport aux autres, à chercher à se procurer à n'importe quelle condition de l'argent, à violer sans aucun scrupule n'importe quelle règle pour s'assurer une "part du gâteau" ou "une situation": Mais la société se révèle être un désastre permanent, le règne de l'insécurité, la promesse de richesses et d'avantages pour une minorité et la certitude de misères, de souffrances, de faim et de mort pour la majorité de l'humanité. La perspective qu'offre, en réalité et non dans la propagande, la société actuelle est une **catastrophe** véritable pour la majorité des êtres humains. S'ils échappent aux guerres et aux famines, c'est pour se tuer au travail, se consumer dans l'alcool ou dans les drogues, quand ils ne sont pas victimes d'une de ces "fatalités", de ces "catastrophes naturelles" causées par la société capitaliste.

Bien sûr les bourgeois eux-mêmes aiment à rêver un avenir radieux pour leur société et pour eux. Ils ne peuvent plus aujourd'hui comme dans les années soixante présenter à la population un avenir de prospérité (la "société post-industrielle" des loisirs et de l'abondance), ni un avenir de paix perpétuelle comme après la fin de la guerre mondiale (chaque guerre mondiale est "la der des der", selon la propagande bourgeoise). Le futur qu'on nous présente maintenant, après 15 ans de crise manifeste, est un futur d'austérité, de sacrifices, de difficultés croissantes dans tous les domaines: niveau de vie, emploi, santé, etc. La paix, le bien-être, la solidarité entre les gens, qui devaient être "naturellement" produits par l'évolution de la société bourgeoise, deviennent toujours plus des rêves impossibles à atteindre. Le nouveau héraut de l'Occident, Boris Eltsine, a promis pour le futur proche **du sang et des larmes**; il parlait pour les prolétaires de la République de Russie, mais ces paroles valent pour les prolétaires du monde entier.. Et pourquoi du sang et des larmes? Et bien pour **EVITER LA CATASTROPHE!**

La classe dominante ne peut plus cacher que les difficultés économiques surgies du marché mondial conduisent inévitablement à des heurts entre intérêts opposés, y compris sur le plan des rapports entre les classes, même si les bourgeois font leur possible pour les détourner dans le nationalisme et la concurrence.

Et du plan commercial, les contradictions passent inévitablement au plan politique, créant en fin de compte la possibilité d'affrontements militaires. La guerre du Golfe a donné un signal non équivoque, même pour ceux qui ne s'intéressent pas aux faits politiques: quand les intérêts jugés vitaux par les grandes puissances sont remis en cause, celles-ci interviennent en force et n'hésitent pas à déclencher des guerres.

Depuis des années les grandes puissances d'Occident mettent sur pied des instruments d'intervention rapide dont le rayon d'action englobe le monde entier.. Qu'ensuite ces grandes puissances décident ou non des moyens qu'elles mettent en oeuvre dans chaque cas, de façon commune ou chacune pour soi, etc., cela ne dépend pas de la jugeotte ou de l'inspiration de tel ou tel homme d'Etat; mais c'est déterminé par les contradictions ou les convergences d'intérêt entre les impérialismes et le degré d'importance des problèmes à "résoudre" dans les respectives

"sphères d'influence".

L'OTAN vient de tenir une réunion à Rome. Quels que soient les communiqués officiels sur la solidité inaltérable de l'Alliance, il reste que l'adversaire traditionnel a disparu: Le Pacte de Varsovie s'est dissous, l'Union soviétique se débat dans ses crises internes. Tous ces Etats ne représentent plus la "menace", la justification de la course aux armements et du maintien de l'Alliance Atlantique. De nouvelles alliances seront le résultat des modifications encore en cours, non encore arrivées à maturité, dans les rapports entre les Etats et les blocs économiques. Mais pourquoi maintenir l'OTAN, vouloir la renforcer, chercher à la transformer en une Force d'intervention rapide en dehors de sa zone d'action définie par les traités, en particulier vers l'Orient européen et le Moyen-Orient?

Il s'agit de zones particulièrement riches de périls pour la stabilité du contrôle impérialiste du monde, comme en témoignent la guerre yougoslave, la tension dans les Balkans, et les guerres périodiques du Moyen-Orient. Mais c'est aussi une zone où se manifestent avec plus d'éclat les divergences d'intérêt entre les impérialismes, habituellement refoulées ou cachées derrière les affirmations de solidarité des alliés. A Rome la divergence entre Bush et Mitterrand a éclaté au grand jour, malgré toutes les précautions et les discussions préalables. Les bourgeois français cherchent à mettre sur pied une force militaire indépendante des Etats-Unis - dans le cadre d'une structure strictement européenne - pour faire face aux troubles (guerres inter-Etatiques ou **troubles sociaux internes**) que tout le monde prévoit dans les anciens pays du bloc soviétique ou de l'autre côté de la Méditerranée. Les bourgeois américains ne redoutent rien tant qu'une indépendance militaire de puissances européennes. Ces divergences sont la manifestation de contradictions profondes qui provoqueront à l'avenir crises politiques, diplomatiques et militaires.

Au plan économique, les promesses d'une reprise de l'expansion après le fâcheux épisode irakien se sont évanouies devant la réalité d'une crise économique de surproduction redoublée; au plan des relations internationales, l'effondrement du bloc soviétique fait apparaître des potentialités de crises politiques et de guerres vis-à-vis desquelles les puissances occidentales ne sont pas préparées; il suffit de songer à ce propos à l'incapacité de l'Allemagne à intervenir militairement pour défendre ses intérêts au delà de ses frontières. Dans ces conditions le proche avenir tel que les bourgeois le présentent est fait de **démocratie blindée, de concentration économique et financière accrue, de plus grande centralisation politique, d'homogénéité accrue de la politique policière et de contrôle social des Etats européens**, et en général de la tendance toujours plus pressante à un **Etat fort**.

Les tendances à la désintégration à l'oeuvre dans l'ex-Union soviétique, dans les Balkans ou en Orient, ne constituent pas une exception au totalitarisme croissant du capital parce que partout sont manifestes les poussées vers la concentration des pouvoirs, les lois d'urgence, les états d'exception, pour faire face à la crise économique ou à l'ennemi national, et pour chercher protection auprès d'une plus grande puissance, aux dépens des plus faibles.

Le futur auquel rêvent les bourgeois est un futur de bonnes affaires, si possible dans un régime démocratique, le plus apte à atténuer les conflits de classe et à obtenir le consensus de toutes les classes, mais surtout de la classe ouvrière, indispensable pour la bonne marche de l'économie et la défense des "intérêts nationaux". Les bourgeois rêvent aussi d'obtenir au moindre coût la coopération de la classe ouvrière; c'est dans ce but qu'ils entretiennent le réformisme de toute nature, politique, religieux, caritatif, institutionnel. Ils ne rechignent pas non plus à utiliser la criminalité, dont l'existence dépend de l'existence de la société capitaliste. Le "crime organisé" est en fait un canal de contrôle social tout à fait efficace, en particulier quand les appareils réformistes classiques ont perdu leur influence sur les masses. Les bourgeois rêvent tout simplement d'avoir une classe ouvrière "taillable et corvéable à merci", utilisable dans l'appareil éco-

nomique avec le moins possible de "rigidités" et le plus possible de "flexibilité". Ils rêvent d'avoir sous la main des esclaves vivant de peu, dociles à toutes les exigences de variations économiques, disciplinés et incapables de se révolter, utilisables aujourd'hui dans les bagnes industriels, demain comme chair à canon sur les champs de bataille, et par dessus tout dévoués à servir le capitalisme et la bourgeoisie.

## LE FUTUR QUE LE CAPITALISME PREPARE

Alors que les médias donnent beaucoup de retentissement aux initiatives de "désarmement", les efforts constants pour moderniser et équiper les armées et les structures militaires internationales afin de passer de la dissuasion à la possibilité de mener effectivement des guerres, ces efforts ne font jamais la une des journaux. La guerre du Golfe a joué là aussi un rôle précis, pour les Etats-Unis qui ont voulu exorciser enfin ce "syndrome du Vietnam" - c'est-à-dire cette hostilité parmi la population et la classe ouvrière à être à nouveau entraînées dans une guerre - qui entravaient leurs possibilités d'action internationale; mais aussi pour les autres partenaires de la coalition qui ont pu en tirer de précieuses leçons sur le plan de la "technique" militaire et également sur le plan de la "technique" politique de préparation des populations à la guerre. La France en a tiré la conclusion qu'il lui fallait accélérer la création d'un système de renseignements par satellite pour ne pas dépendre d'autres, le développement d'un système de radars du champ de bataille, la constitution d'une flotte aérienne de transports de troupes, le remplacement de ses avions de combat plutôt anciens, etc. Parallèlement on a fait beaucoup de bruit sur l'abandon de systèmes d'armes de dissuasion ("missiles à roulettes", éventuellement missiles du plateau d'Albion) et les "dividendes de la paix" qui en résulteraient. Mais les interventions militaires de plus en plus fréquentes en Afrique, l'envoi de "casques bleus" dans l'ancienne colonie cambodgienne que l'on aimerait bien voir retomber sous notre aile, les velléités d'envoyer des troupes en Yougoslavie, ont fait disparaître cette expression de la bouche des politiciens bourgeois. Les américains vont retirer des troupes et certaines armes d'Europe, mais l'essentiel de la force militaire de l'OTAN n'a pas varié; par exemple dans le Sud de l'Europe, on compte 29 bases de l'OTAN en Italie, 19 en Turquie, 15 en Espagne et 22 en Grèce: voilà ce qu'il en est du démantèlement...

Plus s'accroît la concurrence sur les marchés et plus croît la pression du capital sur le travail salarié, plus se renforce l'activité politique et sociale des régimes bourgeois pour river les masses prolétariennes aux intérêts bourgeois. Et avec la croissance des contradictions inter-impérialistes, s'accroît l'activité politique et militaire des Etats bourgeois pour préparer leur défense contre les adversaires, et également, dans cette phase d'avant-guerre, pour s'allier avec de plus puissants dans la perspective de s'en prendre à d'éventuels adversaires plus faibles. Ce n'est pas un hasard si en France comme aux Etats-Unis et partout, le leit-motiv est "ne pas baisser la garde" et si les crédits se concentrent sur la guerre technologique plutôt que sur la dissuasion.

Les situations de misère et de faim ne sont maintenant plus typiques des continents africains ou asiatiques: on les rencontre de plus en plus dans les pays de l'Est européen et dans certaines régions de l'ancienne Union Soviétique; elles contrastent avec des situations d'énorme richesse accumulée dans une poignée de mains et dans une poignée de pays qui déterminent le sort de la plupart des autres nations.

Les innombrables Conférences entre les Grands pays voudraient faire croire que toutes ces rencontres, tous ces accords, tous ces banquets et toutes ces manifestations à grand spectacle constituent la seule méthode pour "mettre de l'ordre" dans le chaos économique et social qui apparaît ici ou là. Mais le chaos économique qui éclate à la bourse de Wall Street ou dans la vallée de la Bekâa, à Moscou ou à Haïti, est le produit du mode de production capitaliste et de lui seul.

# COMMUNISME ET "CATASTROPHISME"

Le "désordre mondial" actuel n'est qu'un aspect de l'Ordre impérialiste mondial, le résultat de la période antérieure de "stabilité" et l'anticipation du futur chaos qui débouchera sur une troisième guerre mondiale si la révolution prolétarienne n'éclate pas avant. C'est dans cette perspective que doivent être analysés les différents événements internationaux qui marquent une espèce d'escalade des conflits: depuis la guerre des Malouines, les incessants conflits en Afrique, jusqu'aux guerres du Golfe.

La propagande bourgeoise nous dépeint un monde dans lequel les brigands les plus puissants, les Bush, les Mitterrand et cie, "conscients" des périls feraient le nécessaire pour éviter raisonnablement les guerres; mais qui sont ces hommes d'Etat, sinon les représentants et les serviteurs des différents capitalismes qui dominent le marché mondial, sèment l'exploitation, l'oppression, la misère et la mort aux quatre coins de la planète? Le tableau dépeint par les **maîtres du profit et de la guerre** lors de la chute des régimes de l'Est, c'est-à-dire la victoire de la "liberté" sur le "totalitarisme", a vite été démenti par les faits: ce que la conversion au capitalisme libéral et le rapprochement avec l'Occident a apporté, c'est l'aggravation de la crise économique et la dégradation des conditions de vie et de travail pour les masses laborieuses.

Les difficultés économiques contraignent même les pays les plus puissants à penser "d'abord à eux" au détriment des autres. Ainsi la spirale de la concurrence au lieu de se ralentir, ne cesse de s'accroître; et dans cette spirale maudite, les prolétaires n'ont qu'un rôle à tenir: celui de la victime désignée!

L'augmentation du chômage d'un côté, de l'allongement de la durée ou l'augmentation de l'intensité du travail de l'autre, la détérioration des conditions de vie en général, constituent le terrain fertile sur lequel fleurissent les fleurs empoisonnées du racisme, de l'individualisme, du nationalisme. Le développement du capitalisme jette les **bases** de la transformation révolutionnaire de la société; mais il produit aussi de façon toujours plus violente et sous une forme toujours plus putréfiée, tous les éléments de la décadence et de la dégénérescence sociale. Et l'intoxication provoquée par la vie dans ce cadre conduit au désespoir, à la conclusion qu'il n'existe pas d'autre alternative possible, qu'il n'est pas possible de résister collectivement, de se battre et de vaincre.

L'idéologie dominante est l'idéologie de la classe dominante, disaient Marx et Engels. Donc, jusqu'à ce que produise une rupture entre les classes, l'ouvrier lui-même, en dépit des poussées matérielles à défendre ses conditions de vie et de travail, continuera à raisonner comme son patron; il continuera à croire qu'une autre société n'est pas possible, qu'il doit défendre le destin de son entreprise et de son pays, etc. Et pour cette raison le collaborationnisme réformiste continuera à pouvoir faire sa sale besogne en faveur de la collaboration entre les classes et de l'union contre l'étranger, en dépit de l'usure de telle ou telle force politique organisée.

A un futur d'incertitude, de chaos économique et social, les classes dominantes répondent par un avenir de participation, de consensus, de collaboration de classes, de mobilisations nationalistes, pour éviter la catastrophe. Voilà le futur que préparent les bourgeois. Mais c'est un autre futur qui arrivera!

## LE FUTUR DE CLASSE DU PROLETARIAT

La catastrophe que redoute la classe dominante bourgeoise est au fond la chute du taux de profit. La survie et le développement du capitalisme, en dépit des crises cycliques, réside dans la résistance à cette chute du taux de profit que le marxisme a analysée. Les bourgeois ne sont en dernière analyse rien d'autre que les représentants d'un mode de production qui ne s'intéresse jamais aux besoins de l'humanité, mais aux demandes solvables, aux besoins du marché.

La catastrophe que redoute la bourgeoisie, c'est la perte de sa domination sur la société, la perte de la domination du capital sur le travail. Contre ce risque, la bourgeoisie a créé son Etat.

La catastrophe que craint la classe dominante, c'est la défaite du capitalisme national dans la guerre économique internationale et son ravalement à un statut de pays colonisé par les impérialismes les plus forts.

Mais la catastrophe qui est le véritable cauchemar de la bourgeoisie, c'est l'éclatement de la guerre révolutionnaire du prolétariat international parce que celle-ci porte en elle la menace de la fin définitive du capitalisme et de la disparition de la bourgeoisie elle-même.

Sans doute à l'heure actuelle cette éventualité est rien moins qu'immédiate; mais les éléments objectifs qui peuvent lui donner naissance sont toujours présents et ne cessent de se renforcer à la suite de l'aggravation de la situation générale de la classe ouvrière. Les garde-fous mis en place par la classe dominante, ses efforts permanents pour dévier cet antagonisme de classe vers des débouchés sans danger ou qui renforcent même la paralysie du prolétariat, ne peuvent enrayer les conséquences destructrices pour l'ordre social bourgeois des crises économiques et politiques produites par le capitalisme.

Au milieu du dix-huitième siècle, sous la lancée du capitalisme qui faisait croître prodigieusement les forces productives, à commencer par la **classe ouvrière**, celle-ci prenait conscience de sa perspective historique autonome, de **classe pour soi**, et non plus seulement pour le capital: à travers le marxisme qui avait fait le bilan des luttes ouvrières et des batailles révolutionnaires pour en tirer les leçons et la théorie révolutionnaire communiste.

Depuis cet époque le programme communiste est invariant: du point de vue théorique rien ne peut être modifié dans la théorie marxiste sous prétexte de développements "imprévus" du capitalisme. Les lois du capitalisme n'ont pas changé et ne peuvent pas changer, au contraire de ce qu'essayent de faire croire depuis des générations tous les réformistes. Les modifications par exemple, le remplacement de la Grande-Bretagne par les Etats-Unis comme impérialisme dominant, ne relèvent pas d'un changement de ces lois, mais s'expliquent à l'inverse par les lois mêmes du capital.

Mais du point de vue des rapports entre les classes, beaucoup de choses au contraire ont changé. Depuis des décennies le prolétariat mondial, et en particulier le prolétariat des pays impérialistes, connaît la pire des situations, du point de vue de ses intérêts historiques de classe. Comme dans la période qui suivit la Commune de Paris et la terrible défaite des communards, qui fut une défaite du mouvement ouvrier international, la période qui suivit la défaite bien plus profonde des communistes en Russie et dans le monde à la fin des années 20 a vu le prolétariat contraint à faire de nombreux **pas en arrière**.

La victoire de la **contre-révolution bourgeoise**, en Russie et dans l'Europe capitaliste, avec le passage à l'ennemi des partis et organisations construites en quelques années par la classe ouvrière pour battre en brèche l'influence bourgeoise par le canal social-démocrate et se lancer à l'assaut du capitalisme, fit disparaître les moindres vestiges d'indépendance de classe. Et de cette victoire de la contre-révolution, le prolétariat n'a pas eu encore la force de se relever. La bourgeoisie a pu approfondir toujours davantage sa victoire en paralysant la classe ouvrière par toute une série de mesures sociales, de garanties, d'améliorations lentes mais régulières de son niveau de vie, au moins pour ce qui concerne la plupart des pays industrialisés. Toute une série d'**amortisseurs sociaux** ont pu se mettre en place et remplacer l'incertitude antérieure de la condition ouvrière.

Sans doute ces concessions de la bourgeoisie n'ont jamais été faites de gaieté de coeur et sans luttes; mais elles ont pu être faites sans que ces luttes viennent à mettre en péril le système bourgeois, sans qu'elles sortent d'un cadre où elles pouvaient être contrôlées et dirigées par le réformisme.

Les choses commencent à changer lorsque la période d'expansion économique a pris fin, lorsque, pour lutter contre la chute du taux de profit,

le capitalisme a dû commencer à reprendre tout ce qu'il avait dû accorder. L'heure est donc venue non plus de l'amélioration régulière, mais de l'austérité, des sacrifices, du retour de l'insécurité. Et plus les crises deviennent graves, plus le capitalisme **doit** accroître sa pression sur la classe ouvrière, démanteler les amortisseurs sociaux qui lui avaient garanti la paix sociale.

Sous le fascisme ou sous la démocratie, dans tous les pays, la même tendance est à l'oeuvre: la centralisation et la concentration en économie et en politique pour défendre les intérêts nationaux dans la jungle de la concurrence internationale, pour enrégimenter de façon toujours plus solide le prolétariat.

Même le plus aveugle des démocrates parlementaires ne peut plus cacher les "tentations autoritaires" de l'Etat, ce que notre parti avait appelé après la fin de la dernière guerre mondiale, la **fascisation de la démocratie**. Et cela, en dépit des tournants tant vantés vers la démocratie en Amérique Latine, en Afrique ou en Europe de l'Est.

Le futur immédiat ou plus lointain que les classes dominantes préparent est celui d'**Etats forts, d'interventions militaires**, de mesures sociales d'austérité drastique, de **pression violente sur les conditions de vie et de travail** des travailleurs, et de **répression sans pitié de toutes tentatives de retour à la lutte de classe**, en rupture avec les appareils de la collaboration des classes.

Mais contre ce futur sinistre d'une misère croissante et d'une nouvelle boucherie mondiale, contre la course inévitable du capitalisme à la catastrophe, se dresse la **puissante perspective révolutionnaire du prolétariat mondial, la perspective du communisme**.

Le futur de la classe ouvrière ne dépend pas d'un libre choix; il est déterminé par l'évolution du capitalisme, par l'évolution des rapports de force entre les Etats et entre les classes; il est déterminé par la maturation des antagonismes sociaux et de l'explosion des intolérables conditions de vie et de mort, de travail et de chômage que connaissent les prolétaires. La révolte des esclaves salariés est inévitable, la répression des pouvoirs bourgeois sera implacable.

C'est la raison pour laquelle la préparation révolutionnaire est indispensable; c'est la raison pour laquelle les luttes ouvrières doivent reconquérir l'indépendance de classe, donner naissance à des organisations économiques de classe, absolument indépendantes des pouvoirs constitués, et armées des leçons des luttes des générations antérieures.

C'est la raison surtout, pour la quelle il est indispensable de renouer le fil de la tradition révolutionnaire, de combattre toutes les tentatives de le briser ou de le modifier, tâche que seules peuvent accomplir les minuscules forces du communisme révolutionnaire dans l'oeuvre de reconstitution du **parti de classe, communiste et international**.

L'irréductible opposition entre les intérêts de classe du prolétariat et de la bourgeoisie n'a pas disparu; elle s'est au contraire encore plus aggravée et approfondie. La révolte de la semoule en Algérie, les révoltes de la faim au Maroc ou au Venezuela, les affrontements au Mali ou en Afrique du Sud, les mouvements ouvriers en Pologne ou en Corée, etc., sont tous des signes de l'impossibilité de la conciliation des intérêts bourgeois et ouvriers. Ils annoncent la venue d'affrontements sociaux plus importants encore dans le futur, destinés à se fondre dans la lutte générale contre l'ordre bourgeois mondial.

Le futur que nous espérons, et pour lesquels les communistes révolutionnaires doivent travailler, constitue la catastrophe ultime pour la bourgeoisie et sa société; il est le résultat de la guerre révolutionnaire de la classe ouvrière, de tous les pays contre toutes les puissances bourgeoises pour conquérir le pouvoir et entreprendre dictatorialement la transformation de la société du profit en une société orientée vers la satisfaction des besoins de l'espèce humaine et son progrès harmonieux.

**VOILA QUEL EST LE FUTUR !**

## " BILAN D'UNE REVOLUTION "

Dans le cadre de notre série "Les textes du Parti Communiste International", une nouvelle brochure est disponible: "**BILAN D'UNE REVOLUTION**".

C'est la ré-édition d'un travail paru en 1968, comme numéro spécial de "programme communiste", qui entendait répondre à l'hypocrisie de la célébration du 50ème anniversaire de la révolution d'Octobre par les négatifs qui avaient usurpé le nom de communistes. Le texte fait justice de toutes les déformations sous lesquelles, tant les adversaires déclarés que les prétendus continuateurs des bolchéviks ensevelissent la révolution. Contre les affirmations ou les incompréhensions bourgeoises, opportunistes, anarchistes, trotskistes ou autres, "**BILAN D'UNE REVOLUTION**" rappelle les enseignements fondamentaux d'Octobre: la nécessité de la violence, de la terreur contre les anciennes classes dominantes, du parti communiste et de la dictature du prolétariat pour combattre et vaincre le capitalisme.

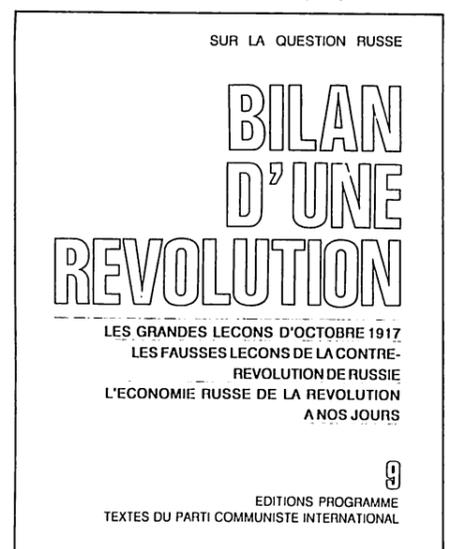
Il s'attache à mettre en évidence les causes de la dégénérescence et de la chute finale de la révolution d'Octobre devant la contre-révolution dite stalinienne. Elles ne résident pas dans le manque de démocratie en Russie ou dans le parti bolchévik, ainsi que le clameront des générations de déformateurs du marxisme. Les causes de la défaite résident avant tout dans une situation où, ultra minoritaire, le parti bolchévik devait se maintenir au pouvoir en s'épuisant à contrôler l'irrésistible poussée du capitalisme naissant en Russie, qu'il fallait orienter vers un capitalisme d'Etat, tout en attendant son salut de la révolution internationale. La contre-révolution était accomplie lorsque les nouvelles forces qui dirigeaient le parti et l'Etat se sentirent assez sûres d'elles-mêmes pour déclarer ouvertement l'abandon de la révolution internationale avec la formule du "socialisme dans un seul pays": la voie était libre pour imposer au prolétariat et à la paysannerie les souffrances de l'accumulation forcée du capital grâce à la répression et à la terreur à grande échelle de la période stalinienne.

Dans la ligne de tout notre travail de parti, "**BILAN D'UNE REVOLUTION**" analyse l'évolution économique de la Russie depuis octobre 17 pour démontrer qu'il ne s'est jamais agi d'autre chose que d'une économie capitaliste.

Aujourd'hui, alors que les petits-fils de Staline clament à tous les échos la faillite du communisme et l'absurdité de la révolution d'Octobre, "**BILAN D'UNE REVOLUTION**" est encore plus important qu'hier pour préserver les chances de la révolution internationale future.

## " BILAN D'UNE REVOLUTION "

Commande aux "Editions Programme"  
50,- FF (plus frais de port)



*Vient de paraître:*

**PROGRAMME COMMUNISTE**  
revue théorique du P.C. International  
N° 92 - Novembre 1992

Prix de l'exemplaire: 25FF / 140FB / 10FS /  
5000Li / 10 DM / 450pts / US\$4  
*Commandes à notre adresse*

SOMMAIRE:

- La guerre du Golfe démontre que les Etats bourgeois sont de plus en plus poussés à résoudre leurs contradictions par la guerre
- Le capitalisme soviétique en crise (I)
- Points sur la question de la lutte immédiate et des organismes prolétariens indépendants
- La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (III)

# Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde

## AFRIQUE DU SUD

En dépit d'une campagne d'intimidation du gouvernement sud-africain et de l'opposition ouverte de l'Inkhata, la grève générale déclenchée par l'ANC, la COSATU, le PC, l'AZAPO, a été un succès imposant; pendant deux jours, au début de novembre, 3 à 4 millions de travailleurs (soit 70 à 80% de la main d'oeuvre salariée) ont cessé le travail dans ce qui est le plus important mouvement de grève dans l'histoire du pays. La grève a été un succès même dans les régions où l'Inkhata est la plus implantée. Des affrontements avec des jaunes dans les mines ont fait une quinzaine de morts. Cette grève était officiellement déclenchée contre l'introduction d'une TVA, mais il s'agissait avant tout pour les organisations anti-apartheid de créer un rapport de forces pour des négociations avec le gouvernement. Cependant, quel que soit le calcul des forces conciliatrices et bourgeoises à la tête de ce mouvement, il reste qu'il aura marqué d'abord la force de la classe ouvrière et sa détermination: un point que devront prendre en compte non seulement le gouvernement blanc, mais aussi ses opposants-collaborateurs noirs anti-apartheid.

Cette grève reflétait sans doute le climat social: quelque temps avant 1300 mineurs avaient fait grève dans le Transvaal après que la direction d'une mine ait pris des mesures disciplinaires contre des mineurs noirs coupables d'avoir utilisé des installations réservées aux blancs. Après la grève générale des conflits ont éclaté encore dans les mines, en particulier dans le Bantoustan du Bophuthatswana, aux mines de Platine d'Impala. Après le renvoi de 220 travailleurs pour avoir participé à un sit-in, 35.000 mineurs ont cessé le travail dans les 4 mines du site à partir du 11 novembre. Les patrons de la mine se retranchent derrière les autorités du bantoustan qui ont emprisonné certains militants pour violation des lois du travail particulièrement restrictives. Des grèves ont également eu lieu dans

d'autres mines: grève de 3500 mineurs de l'ISCOR (mine de fer et de cuivre), 8000 grévistes à la Saaiplass (mine d'or anglo-américaine) et 5700 dans les mines de platine de Rusplats.

## ALBANIE

A partir du mois d'octobre une nouvelle vague de grèves a gagné l'Albanie, à mesure que se détériore la situation économique avec les premières mesures de libéralisation. Fin octobre une grève générale avait éclaté dans la région de Puke, après que les mineurs de cuivre se soient mis en grève pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail. Seul l'hôpital et les usines de pain continuaient à fonctionner. Début novembre le mouvement s'étendait à tout le pays. Le premier novembre, les travailleurs de l'industrie du pétrole déclenchaient une grève illimitée pour des augmentations de salaire; ils étaient bientôt suivis par d'autres catégories de travailleurs, en dépit du fait que le Président Ramiz Alia ait menacé les grévistes de la police. Les travailleurs redoutent les mesures de libéralisation prévues, qui doivent se traduire par des licenciements, alors que selon les nouveaux syndicats, 40% de la population active serait déjà au chômage et que les prix doivent être libérés. L'opposition - qui participe au gouvernement - veut faire porter la colère des travailleurs sur le Président et les anciens dirigeants du Parti du travail. Finalement il semble que, comme l'an dernier, les autorités se soient résolues à prévoir de nouvelles élections pour parer à la crise sociale, et aient accepté de faire passer en jugement, pour corruption, la veuve d'Enver Hodja (derrière le masque "socialiste", 3 à 4 familles, dont les Hodja et les Alia, avaient semble-t-il mis le pays en coupe réglée).

## ETATS-UNIS

A la suite d'une rupture des négociations avec le syndicat, les travailleurs de Caterpillar, le plus grand constructeurs mondial d'engins de travaux, se sont mis en grève dans différentes

usines du groupe début novembre; cela concernerait 8000 travailleurs.

## BANGLADESH

Les 25 et 26 novembre 250.000 travailleurs du pays ont suivi un mot d'ordre de grève générale, ont arrêté les trains et le trafic routier. Il s'agit surtout de travailleurs des entreprises textiles protestant contre les privatisations et revendiquant des augmentations de salaire. Ils ont été rejoints par des travailleurs du privé. Les syndicats ont menacé de déclencher une grève illimitée si le gouvernement n'accédait pas à leurs revendications.

## INDE

Sur un thème proche de lutte contre les dénationalisations, des millions de travailleurs ont fait grève le 29 novembre en Inde; ce mouvement a touché aussi bien les usines que les employés de banques et autres.

## AUSTRALIE

Pour la première fois depuis 75 ans l'Etat de Nouvelles-Galles du Sud, et la capitale Sydney, ont connu une grève générale, contre une modification de la loi du travail. L'Australie connaît depuis de longs mois une récession économique particulièrement forte.

## ARGENTINE

Le gouvernement péroniste de Menem s'est engagé dans une libéralisation brutale de l'économie. Cela ne va pas sans réactions ouvrières. C'est ainsi qu'à la mi-octobre les travailleurs de la sidérurgie (entreprises d'Etat) se sont mis en grève contre les projets de licencier 3000 d'entre eux sur un total de 8900. Des militaires "d'élite" sont allés protéger l'entreprise (la SOMISA) contre la colère des grévistes, c'est-à-dire pour en fait empêcher l'occupation de l'entreprise et sa remise en marche par les travailleurs (les grévistes avaient déjà remis en marche un haut-fourneau).

## PEROU

L'attaque bourgeoise contre la classe ouvrière atteint un degré sans précédent sous le gou-

vernement ultra-libéral de Fujimori. Le pays dispose de fortes ressources minières (7% des réserves mondiales de zinc, de 10 à 20 % des réserves mondiales de cuivre et d'argent, etc.); mais les 400 plus petites mines ont fermé, près du tiers des mines moyennes ont arrêté, temporairement ou définitivement, leur exploitation: en tout près de 20.000 mineurs ont déjà perdu leur emploi. Seules les plus grandes entreprises tournent encore. Le gouvernement entend privatiser et rentabiliser la plus grande mine - entreprise d'Etat -, la Centromin. La semaine de travail y a été réduite, des licenciements ont déjà eu lieu. Contre l'attaque patronale, les mineurs de la Centromin se sont mis en grève début novembre; la grève a été rapidement déclarée illégale. Au moment où nous écrivons, 5000 mineurs ont reçu des avis de licenciement, mais la grève tient toujours et d'autres mineurs l'auraient rejointe.

## TURQUIE

Au moment de la guerre du Golfe une grève de 50.000 mineurs de charbon avait pu être arrêtée par le gouvernement en raison de la situation de guerre. Au début janvier une vague de grèves a concerné environ un million et demi de travailleurs. A la suite de cela, les grévistes des mines de Zonguldak, en grève depuis le 30 novembre précédent, entamèrent une marche de protestation sur la capitale. L'armée stoppa les marcheurs, dont le nombre avait atteint 120.000 et finalement la grève s'arrêta le 29 janvier, après que le gouvernement ait menacé d'envoyer l'armée contre les mines. Mais les conflits sociaux ont repris dès la fin de la guerre. Fin juillet 350.000 travailleurs de la Fonction Publique se mirent en simultanément en maladie, pour tourner les lois contre la grève dans ce secteur. Le 25 juillet 3000 travailleurs d'une société d'embouteillage d'Istanbul se mirent en grève après l'annonce de 1.418 licenciements, et ils reçurent la solidarité de travailleurs d'autres usines proches (d'après le journal trotskyste australien "Workers Revolution" No 14).

## Algérie : Le P. T., organisation de la petite-bourgeoisie

Le Parti des Travailleurs (PT, ex-OST), plus connu par sa dirigeante Louiza Hanoune, est un parti qui se réclame du trotskysme, version "Lambertiste". Et comme son organisation-mère, le PCI-MPPT/PT français, le PT s'applique soigneusement à mimer un parti réformiste social-démocrate; c'est ainsi qu'il se refuse à la moindre propagande communiste et développe au contraire avec une insistance écoeurante les thèmes principaux de l'idéologie bourgeoise. En France, démocratie, défense de la laïcité et lutte contre la Constitution de la Ve République sont quelques unes des orientations politiques centrales de ce courant; en Algérie, le PT réussit le tour de force de courtiser les islamistes du F.I.S. tout en se prétendant le meilleur des démocrates.

Dans un éditorial de "Tribune Ouvrière" (l'organe du PT) après l'instauration de l'état de siège, Louiza Hanoune explique "Pourquoi nous avons rencontré le F.I.S."

La réponse est: "Parce que nous plaçons les intérêts du peuple au-dessus de tout. Le peuple a arraché le multipartisme en octobre 1988 et est organisé dans différents partis, conformément aux opinions des uns et des autres. Nombreux sont les partis, qui tout en reconnaissant la justesse des revendications du FIS, l'ont dénoncé parce que par ailleurs (sic!) il est pour la République islamique. Si tous les algériens avaient les mêmes intérêts et les mêmes opinions, il n'y aurait pas eu octobre 1988, le peuple n'aurait pas payé si cher pour la fin du parti unique!"

Le PT non plus n'est pas pour une République islamique. (...) Nous sommes pour une République socialiste, mais pour nous, le préalable à tout, c'est la souveraineté du peuple, le libre choix, c'est-à-dire des élections libres à une Assemblée souveraine. Pour nous la démocratie, c'est d'abord et avant tout la liberté d'organisation dans des partis. Par conséquent le FIS est pour nous un parti politique représentatif d'une couche de la société et d'un point de vue politique."

Donc pour nos trotskystes la différence entre partisans du socialisme et partisans de la réaction islamiste, entre révolutionnaires et contre-révolutionnaires, ne serait qu'une différence "d'opinions", sans trop d'importance, l'essentiel étant l'expression démocratique de toutes les opinions. De même, si tous les algériens n'ont pas "les mêmes intérêts", il existerait des intérêts supérieurs, passant avant tous les autres: "les intérêts du peuple".

Dans cet effroyable charabia, une seule chose est vraie: tous les algériens n'ont pas les mêmes intérêts. En Algérie comme partout la société est divisée en couches, en classes antagoniques aux intérêts opposés et qui donnent naissance à des partis politiques pour défendre ces intérêts. En Algérie comme ailleurs la bourgeoisie exploite la classe ouvrière; celle-ci cherche à se défendre contre cette exploitation; les différentes classes intermédiaires luttent pour éviter leur prolétarianisation et pour s'assurer une meilleure place dans la hiérarchie sociale. Dans des situations économiquement difficiles les contradictions sociales deviennent plus aiguës; la lutte entre les classes risque de mettre en péril le système capitaliste si la classe des exploités entre dans le combat. C'est précisément pour éviter ce danger, pour canaliser la colère des exploités sur la voie sans issue du cirque électoral, que la classe dominante a réalisé la démocratisation de son système politique (ce que le PT veut faire passer comme une conquête d'octobre 88: les émeutes de la semoule sont transformées en mouvement du "peuple" pour la démocratie...). Le PT s'empresse de contribuer de toutes ses forces à cette sinistre besogne de maquillage démocratique de l'Etat bourgeois. Il va jusqu'à prêcher l'unité entre les algériens, c'est-à-dire en fait la renonciation à la lutte de classe, seule façon qu'a le prolétariat pour se défendre contre l'exploitation et pour améliorer ses conditions d'existence:

"Et c'est précisément parce que nous sommes pour le multipartisme et la démocratie réelle que nous sommes pour l'unité. L'unité se fait sur un minimum d'accord en liaison avec les intérêts de la majorité. Mais elle ne peut se faire que dans le respect des opinions des uns et des autres"; etc; le PT était donc allé discuter avec le "majoritaire" Abassi Madani (dirigeant du FIS); Mais quand l'état d'urgence a été décrété et Madani arrêté, le PT a couru pour répondre à une invitation d'entretien avec le Premier Ministre; "parce qu'il s'agissait une fois de plus du sort du peuple et du pays, nous avons rendu public l'entretien"; d'autres en auraient eu honte, pas le PT, qui n'a pas caché ses divergences d'opinion avec le Premier Ministre. Mais ces divergences n'ont bien sûr pas empêché le PT de participer au grand show télévisé organisé par le gouvernement pour démontrer l'existence d'un consensus politique autour de son action.

Les trotskystes du PT ne sont pas dégoûtés; ils sont prêts à embrasser la barbe

des islamistes ou le noeud-papillon des bourgeois libéraux, à s'unir avec les réactionnaires religieux ou les bourgeois laïques, bref à épouser au nom de prétendus intérêts supérieurs communs à tous, n'importe quelle orientation à l'exception de la seule orientation de classe, celle qui est centrée sur les intérêts des seuls prolétaires contre les intérêts bourgeois. Les communistes véritables sont du côté des prolétaires et des masses exploitées, de la lutte de classe et de la révolution; le PT, lui, "fidèle à son camp", "se range inconditionnellement du côté des travailleurs, du peuple, de la démocratie"; son camp n'est pas celui du prolétariat, c'est celui de la petite-bourgeoisie.

Il y a presque un siècle et demi, Marx écrivait:

"En ce moment où les petits-bourgeois sont partout opprimés, ils prêchent en général au prolétariat l'union et la réconciliation; ils lui tendent la main et s'efforcent de constituer un grand parti d'opposition, qui embrasse toutes les nuances du parti démocratique; en d'autres termes, ils s'efforcent d'enrôler les ouvriers dans une organisation de parti où prédominent les lieux communs généraux de la social-démocratie servant de paravent à leurs intérêts particuliers, et où défense est faite, pour ne pas troubler la bonne entente, de mettre en avant les revendications précises du prolétariat. Une telle union tournerait uniquement à l'avantage des petits-bourgeois démocrates et tout à fait au désavantage du prolétariat. Le prolétariat perdrait en totalité sa situation indépendante (...) et retomberait au rang de simple annexe de la démocratie bourgeoise officielle. Cette union doit être repoussée de la façon la plus catégorique. Au lieu de se ravalier une fois encore à servir de clique aux démocrates bourgeois, les ouvriers, et surtout la Ligue, doivent travailler à constituer, à côté des démocrates officiels, une organisation autonome, secrète et publique, du parti ouvrier, et à faire de chaque commune le centre et le noyau de groupements ouvriers où la position et les intérêts du prolétariat seront discutés indépendamment d'influences bourgeoises" (extrait de "l'Adresse du Conseil central de la Ligue des communistes, 1850).

Dans la suite du texte, Marx avertit les prolétaires qu'il leur faut se préparer à la lutte contre les démocrates bourgeois et petits-bourgeois car ces derniers se tourneront inévitablement contre eux dès qu'ils auront obtenu satisfaction sur leurs revendications propres. A cette époque en

Allemagne la révolution démocratique bourgeoise n'avait pas encore eu lieu. Contre les survivances féodales une lutte commune était possible avec les démocrates, mais surtout pas d'union politique, car elle affaiblirait le prolétariat dans l'inévitable lutte entre les classes qui composent le "peuple", dès que l'oppression féodale aurait été éliminée.

La situation est différente aujourd'hui en ce sens qu'on ne se trouve plus en Algérie devant la perspective d'une lutte révolutionnaire anti-féodale (ou anti-coloniale) intéressant objectivement plusieurs classes du "peuple"; même dans ce cas nous avons vu que l'orientation marxiste est à l'opposé de l'unitarisme du PT. La situation sociale algérienne est intégralement capitaliste et l'Etat totalement bourgeois. Les revendications des démocrates n'ont donc plus rien de révolutionnaire: ce ne sont que des réformes qui laissent intacte l'exploitation capitaliste dont souffrent la classe ouvrière et les masses exploitées. Cela ne signifie pas que les prolétaires doivent mépriser les concessions accordées par la classe dirigeante, en termes de plus grandes libertés d'organisation, de réunion, de presse, etc. Il leur faut au contraire utiliser toutes ces possibilités pour développer la lutte sur leurs revendications socio-politiques de classe (conditions de vie et de travail, salaires, lutte contre les discriminations envers les femmes, contre les licenciements, indemnités pour les chômeurs, etc.). Sinon, ces concessions démocratiques seront utilisées à la façon du PT et de ses semblables, pour paralyser la classe ouvrière au nom de l'unité du peuple. Cent fois plus qu'à l'époque de Marx, il faut rejeter cette union entre les classes et travailler à l'organisation indépendante de classe du prolétariat.

Les prolétaires "doivent contribuer eux-mêmes à leur victoire finale en prenant conscience de leurs intérêts de classe, en se posant aussitôt que possible en parti indépendant, et malgré les tirades hypocrites des petits-bourgeois démocrates, en ne perdant pas un seul instant de vue l'organisation autonome du parti du prolétariat. Leur cri de guerre doit être: la révolution en permanence!" (Marx, ibid.).

Et ce vieux cri de guerre, les prolétaires le jeteront à la face des disciples dégénérés du théoricien de la "révolution permanente" qui, à force de manoeuvres et de compromissions, ont sombré définitivement dans le marais petit-bourgeois.